



## Saddam-Bush, l'histoire se répète

Un dossier de Gilles Paquin et de Jooneed Khan  
pages B6 et B7

## Turbulences politiques à l'université

Agnès Gruda fait le point sur les tensions à Concordia  
page B3

## Le sénateur et la marijuana

Un portrait de Pierre Claude Nolin par Marie-Claude Malboeuf  
page B4

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 14 SEPTEMBRE 2002



DENIS LESSARD

Mario Dumont a 32 ans. Quand il est devenu député pour la première fois, il y a huit ans, il était le seul élu de l'Action démocratique à l'Assemblée nationale. Depuis, quatre autres députés l'ont rejoint et Dumont caracole en tête dans les sondages. Retour sur le chemin parcouru par ce jeune homme qui pourrait devenir premier ministre.

# MARIO DUMONT

## L'homme qui inquiète péquistes et libéraux

«C'est pas vrai qu'on va décider de 2 millions sur un simple coup de téléphone ! » C'était il y a deux semaines. Habituellement bien plus conciliant, Mario Dumont, au grand dam des péquistes et des libéraux, exigeait subitement une réunion en bonne et due forme du bureau de l'Assemblée nationale afin de décider du budget du nouveau commissaire au lobbying.

On ronchonna dans ce club privé qui sert à régler en douce les questions hautement sensibles — les dépassements aux allocations de dépenses d'un élu ou les ponts d'or qu'il faut ériger pour obtenir le départ d'un employé à l'Assemblée nationale. La réunion eut lieu, mardi et Mario Dumont y délégua son député de Saguenay, François Corriveau.

Banale en apparence, l'anecdote est évocatrice. Avec des sondages qui montrent qu'il pourrait s'asseoir dans le fauteuil du premier ministre, Mario Dumont est en pleine métamorphose. Toujours franc-tireur quand il s'agit de décocher un trait vers l'adversaire, il a peine à cacher son plaisir, et son incrédulité, quand on lui demande s'il pense que l'ADQ est sur le

point de former le gouvernement du Québec.

Depuis longtemps, les sondeurs voient le capital de sympathie des électeurs à son endroit. D'abord, il fut le plus sincère, puis le plus crédible des trois chefs de parti. Tout récemment, il devenait subitement le plus compétent, une gifle aux Landry et Charest, bien plus expérimentés.

Depuis quelques années, la paternité aidant, il avait cessé de refaire le monde au Cosmos, un restaurant à la mode à quelques pas du Parlement, attablé devant un burger frites et une bière, avec ses deux complices de la première heure, Éric Montigny et Jean-Luc Benoît. À moins d'un an des élections, Mario Dumont doit désormais mettre les bouchées doubles, profiter de la popularité subite de son parti dans l'électorat pour trouver du financement et recruter membres et candidats.

Il y a exactement huit ans, jeudi, il était élu pour la première fois, seul de son parti, dans Rivière-du-Loup, son coin de pays. Plus important encore, il y a 10 ans aujourd'hui, le jeune président de la commission jeunesse du Parti libéral, passait un dernier coup de fil à Robert Bourassa.

### La croisée des chemins.

Le 14 septembre 1992, Mario Dumont prit une décision dont aujourd'hui encore on peut mesurer l'importance. Déjà en août, avec une bonne partie des jeunes de son parti et une poignée de militants plus nationalistes, Mario Dumont avait annoncé qu'il ne pouvait appuyer l'entente de Charlottetown, une ultime tentative concoctée par Robert Bourassa et Brian Mulroney pour permettre au Québec d'adhérer à la constitution de 1982.

Après ce coup déjà très dur à la stratégie de son idole politique, Mario Dumont allait en asséner un autre ce jour-là ; il ferait campagne ouvertement contre Charlottetown, avec une poignée de nationalistes, les « libéraux pour le NON ». Bourassa le prévint : il fait là une erreur qui compromettra irrémédiablement sa carrière politique. Déjà depuis des mois, on faisait pression sur le jeune étudiant en économie à Concordia. On lui faisait miroiter des études dans des institutions européennes prestigieuses pour qu'il serre les rangs. Rien n'y fit. Quelques jours plus tard, l'exécutif du PLQ expulsait Mario Dumont du parti, « une décision odieuse » martèle encore Jean Allaire, lui aussi un ancien libéral, éphémère premier chef de l'Action démocratique.

Si le PLQ ne l'avait pas mis à la porte, « je ne sais pas s'il aurait quitté », dit Allaire. Les pressions exercées sur Mario Dumont pour qu'il renonce à faire campagne contre Charlottetown furent aussi intenses qu'inefficaces. À cette période, « je me souviens d'un coup de fil de Robert Bourassa à Mario, chez lui, il avait appelé vers 22 h et l'avait lâché près de deux heures plus tard », se souvient Philippe Garceau, signataire du fameux Rapport Allaire, dans lequel le PLQ revendiquait pour le Québec une longue série de compétences fédérales.

« Mario tient fermement à ses principes, c'est une sorte de marathonien prêt à prendre tout le temps qu'il faut, mais ce n'est pas un opportuniste ou un carriériste », souligne Michel Bissonnette, à l'époque son mentor à la barre des jeunes du PLQ qui, longtemps déchiré, opta, lui, pour le silence dans la campagne référendaire de 1992.

Les positions publiques de Mario Dumont reflètent ses opinions. Pas question d'ajuster ses idées à la « saveur du mois », une tentation habituelle pour les politiciens.

Voir DUMONT en B2

|
 DUMONT
 |

Suite de la page B1

« Mario dit ce qu'il pense et pense ce qu'il dit. Je l'ai toujours connu comme cela », soutient le sénateur Jean-Claude Rivest, proche conseiller de Robert Bourassa, qui a bien connu Dumont avant sa rupture avec le PLQ.

Mario méfiant

Entouré d'une poignée d'amis qui le suivent, littéralement pas à pas, depuis 10 ans, Dumont reste plutôt secret. Même dans le cercle restreint des stratèges de l'ADQ, Marie Grégoire, nouvelle députée de Berthier, avoue ne pas savoir ce que son « ami » pense de la libéralisation de la marijuana, de l'avortement ou de l'union civile.

« Mario, c'est loin d'être un livre ouvert. Il est méfiant et ne se confie qu'à une poignée de disciples », résume Lise-Ann O'Sullivan, candidate de l'ADQ dans les Laurentides en 1998 et, pendant des années, responsable des questions sociales au sein du parti. En rupture depuis l'an passé avec l'ADQ où elle militait depuis 1994, M<sup>me</sup> O'Sullivan reconnaît son « intelligence exceptionnelle », mais constate qu'au parti, Mario Dumont a toujours tout dirigé avec un cercle très restreint d'adorateurs.

Car l'ADQ c'est d'abord et avant tout une « clique », une expression consacrée chez les anciens candidats adéquistes joints par *La Presse* au cours des dernières semaines. La clique est faite d'une poignée d'inconditionnels supporters de Mario Dumont, venus pour la plupart du PLQ, le cercle imperméable de la garde rapprochée : Jean-Luc Benoît, Éric Montigny, Marc Snyder, Michel Lalonde, Patrick Robitaille et Marie Grégoire.

Dans les milieux d'affaires, Dumont est devenu la nouvelle coqueluche. On le retrouve invité par un gros canon du Québec Inc., Marcel Dutil, à la résidence d'été du patron de Canam-Manac, à Saint-Georges, en Beauce. S'y trouvent aussi Pierre Michaud, de Rona, habituellement plus près des libéraux, et une brochette d'autres décideurs. Mario sait « très bien jouer ses cartes auprès d'eux », expliquera un proche de Marcel Dutil, qui estime que la stratégie du jeune chef est déjà bien arrêtée : trouver un candidat de prestige pour s'occuper de la santé, un autre pour l'éducation et finalement une grosse pointure des milieux financiers. Comme il le fait depuis des années M. Dumont fonctionnerait avec un cercle très fermé de collaborateurs. « Quatre ou cinq gros canons, il n'a pas besoin de davantage », confie-t-on.

Pendant une partie de l'été, le chef libéral Jean Charest dut d'ailleurs colmater des brèches dans les appuis traditionnels du PLQ dans la communauté des affaires, avec l'aide de Brian Mulroney et de Guy Savard.

« Dumont propose le changement, les autres partis ne sont pas parvenus à l'incarner. Il y a la défaite des uns et la persistance de l'autre », lance Léon Courville, l'ancien président de la Banque nationale qui dit « parler depuis deux ans et demi » au jeune adéquiste. « C'est un type qui écoute bien et qui a une maturité exceptionnelle pour quelqu'un de son âge ». Surtout, le « jugement de Mario est rarement pris en défaut. Tout en tenant à ses valeurs, il sait s'adapter à la réalité », dit l'ex-banquier selon qui il ne fait pas de doute que M. Dumont est taillé sur mesure pour devenir premier ministre. Et il est clair qu'il pourra compter sur M. Courville, qui avait succédé à Jacques Parizeau aux HEC.

Sympathique aux libéraux, l'ancien hockeyeur Serge Savard ne s'émeut guère de l'engouement des gens d'affaires pour le jeune politicien. « Avant d'être fort dans les sondages, Mario était tout seul dans son coin. Maintenant qu'il est en avance, tout le monde le trouve bien fin, les gens courent après lui. C'est peut-être fragile », observe M. Savard.

Déjà, le chemin était énorme pour celui qui avait quitté Cacouna pour venir étudier à Montréal au début des années 1990. « Je le vois encore en *short carreauté* avec un t-shirt rayé », se souvient Michel



Photothèque PC

Un trait rapproche clairement Mario Dumont et Robert Bourassa. Ceux qui ont connu le regretté premier ministre se souviennent qu'il était lui aussi bien plus passionné par le jeu politique que par les détails des dossiers.

Bissonnette qui était alors président de la Commission jeunesse du PLQ. Marie-Claude Barrette, la femme de M. Dumont, venue aussi du PLQ, a depuis longtemps fait le ménage de la garde-robe de l'icônoclaste qui n'est plus jamais pris en défaut côté vestimentaire.

La permanence du PLQ rue Saint-Denis était devenue son point de chute tout autant que l'université — il n'assistait guère à ses cours, ce qui ne l'empêcha pas de réussir brillamment — ou son petit appartement du Plateau.

Son père, un producteur laitier, avait tâté de la politique comme organisateur pour le PLQ. Il avait même tenté, sans succès, sa chance au municipal. Après sa retraite, Mario a repris la ferme familiale, où, en dilettante, il fait pousser des céréales.

Ancien collègue de classe, toujours proche de Mario Dumont, François Lizotte conserve un souvenir limpide de son collègue de l'équipe de *Génies en Herbe*, à l'époque où l'école secondaire Notre-Dame régnait sans partage sur la région du Bas-Saint-Laurent. « Mario était notre meilleur compteur, le plus vite sur le piton », dit-il, évoquant « un gars très compétitif, un gars qui n'aime pas perdre ». Dans le club des « p'tites bolles », Mario était un généraliste. Il a fait triompher son équipe en donnant le nom américain du raton laveur, « *racoona*, ça a l'air facile, mais on était bien jeunes », se rappelle M. Lizotte.

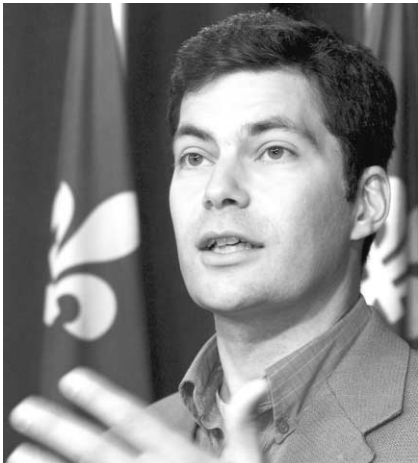
Fasciné par le pouvoir

Toujours professeur de philosophie au cégep de Rivière-du-Loup, Marcel Bélanger se souvient de cet élève à la culture étonnamment vaste pour quelqu'un d'aussi jeune et qui obtint deux médailles du gouverneur général. « Il se promenait avec un livre de son idole, Robert Bourassa, sous le bras. On n'avait pas de doutes sur ses orientations politiques », se souvient M. Bélanger. Très jeune, Mario Dumont s'intéresse à la politique, « mais pas pour faire avancer une cause en particulier, comme bien d'autres étudiants. Lui paraît davantage fasciné par les jeux du pouvoir ».

Il aimait surtout débattre, « il fallut que je lui explique qu'il y avait d'autres élèves et que mes cours ne devaient pas devenir des dialogues, tant il posait de questions », dira encore le professeur Bélanger.

Dès le secondaire M. Dumont aurait confié à un professeur d'histoire, aujourd'hui décédé, qu'il espérait un jour devenir premier ministre se souvient son ami Lizotte.

Il s'impliqua dans les structures étudiantes simplement « parce qu'elles étaient contrôlées par les péquistes, et qu'il voulait changer



Photothèque PC

Mario Dumont est devenu la nouvelle coqueluche du monde des affaires.

cela », ajoute François Lizotte.

Déjà, il est capable de réussir sous pression : bien plus tard, devant les caméras de la télé, Julie Snyder lui mit subitement une pierre de curling entre les mains et il réussit un coup fumant. « Je n'avais jamais touché à ça », sou tint-il par la suite à un ami incrédule. Plus sérieusement, Mario Dumont marqua des points importants au débat télévisé des chefs en 1998. Sans les lourds cartables de briefing des adversaires, avec quelques notes griffonnées, sa performance fit grimper la cote de son parti.

Encore aujourd'hui, Mario Dumont aime la joute, la compétition. Des parties de « Malarkey » surtout, un jeu de société où les participants doivent broder des explications crédibles sur des phénomènes dont ils ne connaissent rien — le réchauffement rêvé pour tout politicien. « Mario est bien fort à ce jeu-là », observe encore son vieil ami.

Mais le premier de classe fit parfois des erreurs de jugement. Très enthousiaste supporter du ministre Albert Côté à l'élection de 1989, le jeune Mario avait passé un coup de fil anonyme à un ligne ouverte locale pour déblatérer contre le « fumeux de pot » que présentaient les péquistes. L'organisateur péquiste Grégoire Bérubé lui promit un mauvais quart d'heure et il reçut une mise en demeure qui tomba en même temps que les affiches électorales.

En 1990, rendu dans la grande métropole, Mario s'ébroue... un peu. « C'était pas un *party animal*, mais il était toujours *willing* », se souvient Hélène Durocher qui avait fait une virée à Boston avec Michel Bissonnette, Mario Dumont et Marie-Claude Barrette. « Durant tout le voyage, Mario n'arrêtait pas de relever à quel point les autos des Américains étaient rouillées », se souvient-elle. L'expédition des jeunes libéraux se termina par une

quasi-catastrophe : le quatuor fut refoulé à la porte du Cheer's, le bar qui inspira la série-culte diffusée dans années 1980, « parce que Mario s'était trompé en disant son âge ». Il fallait avoir 21 ans et non 18 aux États-Unis.

Un OUI stratégique

Après son élection à l'automne 1994, le PQ de Jacques Parizeau s'était donné un an pour tenir son référendum. Mario Dumont doit choisir son camp. Essentiellement par stratégie, estime Jean Allaire, il opte pour le OUI. « On ne pouvait pas être laissés pour compte en dehors du circuit, sans pouvoir intervenir. On ne pouvait pas être dans le camp dirigé par les libéraux. Si on voulait avoir le droit de parler, il fallait être dans l'autre camp », explique M. Allaire. M. Dumont a hésité : « Nous sommes nationalistes, mais on ne se réveille pas la nuit pour penser à la souveraineté », explique M. Allaire.

Conseiller du premier ministre Jacques Parizeau, Jean-François Lisée va dans le même sens. La préoccupation de Mario Dumont quand il s'est rapproché du camp du OUI était essentiellement la visibilité de l'ADQ sur les commissions régionales sur la souveraineté. M. Lisée avait confiance en lui. Le jeune libéral avait longuement collaboré par des entrevues à la rédaction du *Tricheur* et du *Naufrageur*, deux percutants pavés de M. Lisée sur la stratégie de Robert Bourassa après Meech. « Il avait défendu les livres, et rien de ce qu'il m'avait dit s'était avéré faux », se souvient l'auteur.

Déjà le gouvernement péquiste avait dû faire des gestes pour amadouer le jeune député. Un ordre du « bunker » parvint, sans appel, au bureau du leader parlementaire Guy Chevrette : il fallait augmenter sans justification le budget de recherche dévolus au seul député adéquiste. On lui accorda le triple de l'enveloppe dévolue habituellement à un député.

Dumont tint toujours à conserver ses distances de M. Parizeau. Il n'accepta qu'à contrecœur une photo avec le leader péquiste et Lucien Bouchard, alors chef du Bloc québécois, à la signature de l'entente sur le « partenariat » au Canada anglais. Au défilé de la Saint-Jean, quelques jours plus tard, M. Dumont refusa de marcher aux côtés des deux autres leaders souverainistes.

Il mit la barre haut, mais l'appui du chef de l'ADQ était vital pour les souverainistes soucieux de « dépequiciser » le OUI. Au début de la campagne en septembre, alors que les sondages étaient passablement inquiétants pour le OUI, M. Dumont n'avait qu'un mot à dire pour faire dérailler le train. Or il est resté

solidaire de son l'entente sur le « partenariat » qu'il avait signé en juin, relève M. Lisée, joint à Paris où il prend une année sabbatique.

Le départ de M. Parizeau, l'arrivée de M. Bouchard changent totalement la donne. Adulé, le nouveau premier ministre passe un coup de fil au jeune Dumont pour l'inviter à venir le rejoindre. Pendant toute sa carrière politique, Lucien Bouchard tint en grande estime le jeune adéquiste, confie un proche conseiller de l'ex-premier ministre. M. Bouchard se reconnaissait bien davantage dans cet hybride néo-conservateur que dans plusieurs des jusqu'au-boutistes qui faisaient dérailler les conseils nationaux du PQ.

Aujourd'hui, M. Dumont dit qu'il n'a pas hésité une seconde, que l'offre de M. Bouchard ne s'était pas « rendue au premier but ». Marie Grégoire, elle, se souvient que cette proposition avait soulevé au moins une discussion chez les stratèges de l'ADQ, en Mauricie. Un autre coup de coude de Lucien Bouchard viendra, indirectement cette fois — par Jean Roch Boivin se souvient M. Lisée — en 1998, lorsque Jean Charest atterrit à la barre du Parti libéral. On lui fit à nouveau miroiter un poste au conseil des ministres. M. Dumont ne répondit jamais, et Lucien Bouchard comprit son refus quand il vit sa proposition faire l'objet d'une fuite aux médias.

Peu après, durant la campagne de 1998, son organisation accumula les bavures qui débouchèrent sur une quinzaine d'accusations du Directeur général des élections, deux ans plus tard, visant les principaux dirigeants de l'ADQ. Le DGE avait eu la puce à l'oreille quand il s'était rendu compte que l'ADQ avait payé des travailleurs pour surveiller des pancartes... la nuit. Ces employés, retournaient leur salaire en contributions à l'ADQ, contre un reçu d'impôt. Plusieurs accusations sont tombées depuis, quelques-unes sont toujours pendantes. Encore aujourd'hui Mario Dumont explique qu'aucun des agents officiels n'avait d'expérience. C'était des niaiseries, des factures pour des chauffeuses, insiste-t-il.

Mario premier ministre ?

Selon Jean-François Lisée, le jeune chef adéquiste n'a pas encore la stature d'un premier ministre. « Il serait très prudent, c'est un excellent communicateur, mais son expérience de gestion se limite à gérer un parti d'un seul homme pendant des années. Il est assez intelligent pour savoir qu'il ferait mieux de passer quelques années dans l'opposition », croit Lisée.

Le sénateur Jean Claude Rivest se souvient combien l'ancien premier ministre appréciait Mario Dumont, « pour son engagement envers la politique. C'était l'univers de Bourassa et il retrouvait chez Mario le même intérêt pour la chose publique en général ».

Mais selon lui, le fameux « mimétisme » entre Bourassa et Dumont, « c'est un cliché qui ne correspond à rien. Mario répond là-dessus que Bourassa n'aurait pas fondé un nouveau parti et c'est vrai qu'il était moins téméraire ou audacieux que Mario ». En revanche, selon lui, Bourassa, même jeune, avait davantage de profondeur, multipliait les interventions dans les revues intellectuelles, une contribution que n'a jamais faite Mario Dumont.

De quoi M. Dumont doit-il se méfier ? « De sa jeunesse », répond spontanément M. Rivest. « M. Bourassa disait souvent, en riant, que la « seule » erreur politique qu'il avait commise, c'est d'avoir été élu premier ministre à 35 ans ! » Hormis Paul Desrochers, tous ses conseillers, y compris M. Rivest, étaient dans la vingtaine, « les députés nous appelaient les cégépiens », se souvient le sénateur.

Un trait rapproche clairement toutefois MM. Dumont et Bourassa. Ceux qui ont connu le regretté premier ministre se souviennent qu'il était lui aussi bien plus passionné par le jeu politique que par les détails des dossiers.

Hommes de pouvoir plutôt que de causes.



Photo PC

Depuis quelques années, la paternité aidant — on le voit ici avec son fils Charles, 2 ans —, Mario Dumont a cessé de refaire le monde au Cosmos, un restaurant à la mode à quelques pas du Parlement.



Photothèque PC

Même dans le cercle restreint des stratèges de l'ADQ, Marie Grégoire, députée de l'ADQ dans Berthier, avoue ne pas savoir ce que son « ami » pense de la libéralisation de la marijuana, de l'avortement ou de l'union civile.



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

Lundi dernier, peu avant l'arrivée de Benjamin Netanyahu à l'Université Concordia, l'émeute a éclaté.

# DISCORDE À CONCORDIA

## Le conflit au Proche-Orient fait des vagues sur le campus



AGNÈS GRUDA

*Depuis deux ans, la tension monte entre les étudiants juifs et arabes sur le campus de l'Université Concordia. La miniémeute de lundi, au cours de laquelle les manifestants pro-palestiniens ont forcé l'Université à annuler la conférence de l'ancien premier ministre de l'Israël Benjamin Netanyahu, n'a fait que les exacerber. Histoire d'un petit conflit qui fait écho à une grande guerre.*

« Comment avez-vous pu inviter ce criminel de guerre ? » lance une étudiante. « Ce qui est arrivé lundi, c'est la faute du recteur ! » crie un jeune homme.

Nous sommes à l'auditorium du grand pavillon de Concordia. C'est là que l'ancien premier ministre de l'Israël Benjamin Netanyahu devait prendre la parole, lundi soir. Jeudi, le recteur Frederick Lowy y affrontait une salle gonflée à bloc. À côté de lui, Patrick Amar, porte-parole de Hillel, l'organisation qui regroupe des étudiants juifs du campus, se débattait comme un diable dans l'eau bénite. Chacune de ses interventions était accueillie par des huées. Chaque attaque contre Israël soulevait un tonnerre d'applaudissements.

« Nous sommes ici pour amorcer une réconciliation », insistait le recteur. Mais à en juger par la réaction des quelque 400 étudiants présents dans la salle, les plaies de la violente manifestation de lundi seront longues à cicatriser.

La blessure ne date pas d'hier. Depuis deux ans, le conflit du Proche-Orient a créé de nombreux incidents sur ce campus où les étudiants arabes et musulmans sont plus nombreux et plus militants qu'ailleurs. Concordia entretient aussi des liens très étroits avec la communauté juive, ne serait-ce que parce que son « ancêtre », l'Université Sir George Williams, accueillait les étudiants juifs à bras ouverts à l'époque où McGill limitait leur présence par des quotas. Ajoutez à cela une longue tradition de militantisme : le mélange est explosif.

### « Gaza U »

Oren Tapiero a débarqué à Concordia il y a deux ans, au moment même où une nouvelle Intifada explosait au Proche-Orient. Arrivé d'Israël, cet étudiant en économie a été frappé par le climat de tension qui régnait sur le campus.

Les affiches pro-palestiniennes ne lui permettaient pas d'oublier la guerre qu'il venait de laisser derrière lui. L'une d'entre elles annonçait une conférence sur « les Juifs, l'Holocauste et le problème palestinien ». L'illustration montrait un homme arborant un drapeau israélien, debout sur un tas de squelettes. « Il y avait là un message très brutal : nous sommes pires que des nazis », s'indigne encore l'étudiant de 23 ans. Pour lui, ce message porte l'empreinte de la haine. Une haine qu'il affirme ressentir dans les corridors de l'université. « Des étudiants en kippa se font insulter. Moi, je me suis déjà fait traiter de criminel de guerre parce que j'ai fait mon service militaire en Israël. »

Oren, qui a perdu un de ses meilleurs amis dans un attentat cet été, n'est pas le seul à se plaindre du climat qui règne à Concordia depuis deux ans. De nombreux étudiants juifs trouvent que les militants pro-palestiniens prennent beaucoup de place sur le campus.

Les étudiants pro-israéliens sont actifs eux aussi. Et des étudiants arabes se sont aussi plaints d'avoir été insultés, surtout au lendemain des attentats du 11 septembre, dit le directeur de la vie étudiante, Donald Boisvert. Mais il convient que

les groupes pro-palestiniens sont « plus politiques, plus actifs, et plus présents » sur le campus.

La vision pro-palestinienne est dominante au sein de l'association étudiante. L'an dernier, l'agenda étudiant publié par l'Union des étudiants de Concordia (CSU) faisait l'apologie de l'Intifada, ce qui a fait hurler dans la communauté juive.

Cette année, le CSU marche sur des oeufs. Un membre de Hillel signe un texte dans le nouvel agenda. À la fin de l'été, le CSU a blâmé une association d'étudiants musulmans dont la page Web, logée sur le site universitaire, comportait un lien vers le site d'une organisation niant l'Holocauste. Le représentant du groupe a dû s'excuser et a même serré publiquement la main du responsable de Hillel.

Reste que le coeur de l'association étudiante penche du côté des « droits des palestiniens », dit la présidente Sabine Friesenger. Et même si elle jure représenter les intérêts de tous, elle n'en a pas moins refusé de blâmer ceux qui ont cassé des vitrines et lancé des chaises, lundi. Pour plusieurs étudiants juifs, tout cela suffit pour affubler Concordia du sobriquet de « Gaza U », l'Université de Gaza...

### Médiation

Ce conflit donne du fil à retordre à l'Université, qui a dû se donner un code de conduite. Les affiches qui critiquent des États, ça va. Celles qui critiquent des peuples, ça ne va plus. Quand Hillel a organisé un événement sur le thème de la « terreur palestinienne », ses responsables ont été rappelés à l'ordre. Il fallait parler de « terreur de l'Autorité palestinienne... »

À quelques reprises, l'Université a tenté d'intervenir entre les deux groupes, dit Donald Boisvert. Un professeur à la retraite a même agi comme médiateur.

Mais aucune de ces tentatives n'a fonctionné. Lundi, des étudiants juifs qui voulaient assister à la conférence se sont fait tabasser et craquer dessus. Le fragile cessez-le-feu de la fin de l'été a volé en éclats. Au point que l'Université a dû décréter un moratoire sur tout événement public au sujet du Proche-Orient, une décision sans précédent qui sème la controverse.

### Pourquoi Concordia ?

Pourquoi le conflit au Proche-Orient fait-il autant de vagues à Concordia ? Lundi soir, le recteur Lowy avançait l'hypothèse du nombre : les étudiants musulmans sont très nombreux sur le campus, où la communauté juive a aussi une présence importante.

Mais il est difficile de tracer avec exactitude le portrait démographique de Concordia. L'Université a recruté intensément au Moyen-Orient et le nombre d'étudiants venant de cette région a augmenté de 160 % depuis cinq ans. Mais durant la même période, le nombre d'étudiants des Amériques a triplé ! Et puis, les étudiants pro-palestiniens les plus actifs peuvent avoir la citoyenneté canadienne. Et les universités ne tiennent pas de statistiques sur les origines ethniques de leurs étudiants.

Reste que c'est à Concordia qu'avu le jour, il y a cinq ans, le groupe étudiant pro-palestinien le plus actif : Solidarité pour les droits humains des Palestiniens (SPHR), qui a piloté la manif de lundi. Depuis le début de l'Intifada, le SPHR a essaimé sur tous les campus montréalais. À Concordia, il compte environ 600 membres, selon son président Basel Al-Ken. Ce militantisme constitue un attrait pour des étudiants qui ont des proches dans les Territoires occupés. Selon Donald Boisvert, en s'engageant pour la cause palestinienne, ils réussissent à « dealer avec leur sentiment d'impuissance ».

Prenez Sameer Elatrash, étudiant en littérature anglaise qui fait partie des leaders palestiniens de Concordia. Né au Canada, il retourne chaque année dans les territoires occupés. Une partie de sa famille vit à Tulkarem, ville très éprouvée par l'occupation israélienne. Son cousin de 15 ans est en prison pour avoir lancé des cocktails Molotov. Son père, qui vit à Montréal, est un membre actif de l'OLP et suit ses activités pro-palestiniennes de près. Avec sa casquette et sa barbe noire, M. Elatrash est un militant de choc. Il se bat contre la mondialisation et le capitalisme. Mais c'est la cause palestinienne qui lui tient le plus à coeur. Il a d'ailleurs l'intention de retourner « là-bas » dès l'année prochaine.

Depuis le début de l'Intifada, les étudiants palestiniens vivent branchés sur la télévision arabe, raconte-t-il. « Certains des étudiants juifs que je connais ont servi dans l'armée israélienne. Quand je les vois, je me demande combien de gens ils ont tué. »

Depuis lundi, des étudiants juifs se demandent de leur côté s'ils sont toujours les bienvenus à Concordia. Karen Knafo, étudiante en études juives, a cogné à la porte de McGill dès mardi matin. « Je me suis sentie humiliée comme juive », dit-elle.

Steven Scheinberg, professeur d'histoire spécialisé dans le domaine de l'antisémitisme, raconte que des amis juifs hésitent à envoyer leurs enfants à Concordia. « Ils ne sont plus certains qu'ils y soient encore bienvenus. » Et dans les coulisses, certains affirment que c'est pour rassurer la communauté juive que Concordia a ouvert ses portes à Benjamin Netanyahu.

« Ridicule », rétorque une porte-parole de Concordia, Evelyne Abitbol, qui rappelle que le rival d'Ariel Sharon pour la direction du Likoud, le parti de la droite israélienne, est très controversé au sein de la communauté juive elle-même.

Les groupes pro-palestiniens comptent aussi quelques étudiants juifs, proches de la gauche israélienne. Jeudi soir, l'un d'entre eux s'est avancé vers le micro : « Le statu quo n'est plus possible au Proche-Orient. Et il n'est plus possible sur ce campus. »

Mais la fatigue des étudiants est surtout marquée de ce conflit. Hier, un groupe d'étudiants juifs et arabes a rencontré la direction de l'Université. Selon M<sup>me</sup> Abitbol, « ce qu'ils cherchent, ce n'est pas la paix au Proche-Orient, mais la paix sur le campus ! ».

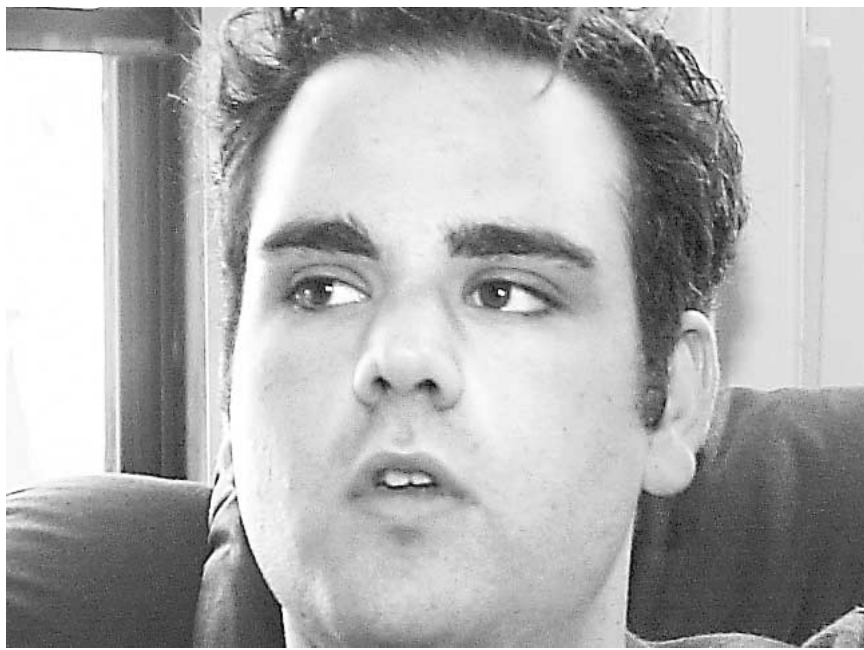


Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

Oren Tapiero a perdu un de ses amis dans un attentat cet été.



Photo MARTIN CHAMBRELAND, La Presse ©

Sameer Elatrash compte rentrer en Palestine l'an prochain.

## L'université de toutes les batailles

STEVEN SCHEINBERG enseigne l'histoire à Concordia depuis 1962. Il y était quand, en 1969, une poignée d'étudiants noirs, mécontents d'un professeur de biologie qu'ils accusaient de racisme, ont fini par mettre à sac le centre informatique de l'université. Il y a eu plus de deux millions de dommages et une centaine de personnes ont été arrêtées.

Cette émeute était survenue à l'époque de la lutte pour les droits civiques. « L'association étudiante de Sir George Williams (l'ancêtre de Concordia) était dirigée par un Noir. Cela avait attiré des étudiants antillais », se rappelle M. Scheinberg.

Par la suite, l'Université a fait écho à d'autres courants idéologiques, sans faire autant de dégâts. M. Scheinberg se rappelle de la période « gaie-féministe », suivie de l'ère antimondialisation. Plusieurs militants antimondialisation ont aujourd'hui adhéré à la cause palestinienne.

Concordia est-elle traditionnellement plus militante que

d'autres universités ? Un peu, mais avec des nuances. Ainsi, l'Université est restée loin des groupes communistes qui régnaient à l'UQAM dans les années 1970. Et puis, il y a eu les événements du « McGill français ». C'était à McGill, bien sûr. Pas à Concordia.

Même aujourd'hui, note M. Scheinberg, si Concordia est davantage perturbée par le conflit israélo-palestinien que d'autres universités canadiennes, ce n'est rien à côté de ce qui se passe dans certains campus américains.

Normal. Une université n'est pas un vase clos. Elle est le reflet de sa population. « Nous avons une population plus diversifiée, ça crée certains effets négatifs, mais aussi des effets positifs », fait valoir Donald Boisvert, directeur de la vie étudiante, pour qui le militantisme étudiant est un facteur de dynamisme.

Pour lui, Concordia reste différente des autres universités. « C'est un peu comme l'UQAM autrefois. »

SUR LA COLLINE > QUÉBEC

Barbecue et Adécue

L'été au Québec s'est étiré de barbecue en barbecue, un mot qui rime étrangement avec ADQ, tout comme Mario avec Toronto d'ailleurs. Le chef adéquiste parlera et fera parler de lui au Canadian Club le 23 septembre, mais les demandes d'entrevue affluent déjà de partout, même du Japon. Dans le magazine français *L'Express*, voici comment on décrivait récemment le nouveau chouchou politique des Québécois : « Dumont l'enjôleur... jeune, le sourire charmeur, traînant les coeurs d'une partie de l'électorat féminin après lui »...

**Y A-T-IL UN MINISTRE DES FINANCES DANS LA SALLE ?**  
Le Congrès des jeunes libéraux en août à Trois-Rivières n'a pas pu échapper à la Mariomanie. Entendu dans un couloir de l'UQTR parmi les jeunes militants de Jean

Charest : « L'ADQ... l'ADQ, c'est bien beau, mais ils n'ont pas encore de ministre des Finances... » Et de répondre l'interlocuteur interloqué : « Ouais... mais nous non plus ! »

**PLUS DE FEMMES SUR LA COLLINE**  
Les femmes n'ont pas attendu le PLQ pour réinventer la politique québécoise. Lorsque les travaux parlementaires reprendront à la mi-octobre, le salon bleu accueillera plus de femmes députées que jamais, soit 35, dont 10 ministres. Les journalistes qui couvrent la politique ne sont pas en reste. La tribune de la presse compte cette année 12 femmes parmi 36 journalistes parlementaires.

**CHARBONNEAU ET LE CHEF**  
« Ça doit être mon attachée de presse qui me cherche », a blagué le ministre Jean-Pierre Charbonneau avant de faire taire son cellu-

laire il y a 10 jours. Le ministre de la Réforme des institutions démocratiques était à ce moment en train de vendre la mèche du « discours à saveur référendaire » qu'allait prononcer Bernard Landry quelques jours plus tard. Certains journalistes présents ont plutôt pensé qu'il s'agissait de Brigitte Pelletier, conseillère du premier ministre qui suit attentivement les points de presse de M. Charbonneau depuis plusieurs mois et qui était curieusement absente ce jour-là...

**LA CITATION DE LA SEMAINE**  
« Si tu avais dit ça du premier coup, je t'aurais félicité ! » a lancé le premier ministre Landry à Joseph Facal, lors du conseil national du PQ, pour sa longue lettre parue dans *La Presse* au sujet de sa vision du modèle québécois. Serait-ce une invitation indirecte lancée à ses autres ministres rabroués, Jean-

Pierre Charbonneau et Rosaire Bertrand, afin qu'ils puissent s'expliquer eux aussi sur la date du référendum et la décote du Québec advenant l'élection de l'ADQ ?

**LA TRADUCTION DE LA SEMAINE**  
« Si je suis ici pour vous l'annoncer c'est que le gouvernement est pleinement derrière toutes ces recommandations », a soutenu le ministre des Transports, Serge Ménard, pour expliquer la décision de Québec de finalement permettre le virage à droite au feu rouge. Or, il est bien connu que M. Ménard ne voyait ni le VDPR, ni son prédécesseur Guy Chevrette, dans sa soupe. Traduction libre : « Je ne suis pas ici parce que je le veux, mais les autres ministres ont tous insisté pour que je vous dise qu'il fallait permettre le virage à droite. »

— Mario Cloutier

Stupéfiant sénateur



**MARIE-CLAUDE MALBOËUF**  
*Pierre Claude Nolin, président du comité spécial du Sénat sur les drogues illicites, est inébranlable : la marijuana se révèle moins dangereuse que le tabac et l'alcool. Et ses dangers, tout de même présents, seraient bien amoindris si on encadrait la vente au lieu de l'interdire. Notre journaliste l'a rencontré.*

Lorsqu'il hume son café matinal, à l'abri de sa cabane en bois rond située à 20 minutes du Parlement canadien, le sénateur Pierre Claude Nolin n'alume pas un joint. Il grille une banale cigarette.

Après avoir lu son controversé rapport sur la légalisation de la marijuana, en début de semaine, certains de ses anciens alliés ont toutefois avalé de travers. Quoi ! Un sénateur, un conservateur, un père de famille disposé à ce que le gouvernement vende de la drogue ? !

Personne, sauf les universitaires, ne s'aventurent aussi loin. Le sénateur Nolin en aurait-il fumé un de trop ?

En entrevue, le principal intéressé rigole. Non, il n'a pas fumé depuis ses années de radio étudiante au collège, l'ex-avocat et organisateur politique de 51 ans. « J'ai fait bien pire que ça ! Je suis tombé dans le scotch, la bière et surtout le tabac. J'essaie d'arrêter pour la énième fois... »

Après avoir mis sur pied un comité de huit membres, après avoir écouté 234 témoins et épluché des centaines d'études, Pierre Claude Nolin est inébranlable : la marijuana se révèle moins dangereuse



Photothèque ALAIN ROBERGE, La Presse ©

**Selon le sénateur Pierre Claude Nolin, les dangers de la marijuana seraient bien amoindris si on en encadrait la vente au lieu de l'interdire.**

que le tabac et l'alcool. Et ses dangers, tout de même présents, seraient bien amoindris si on encadrait la vente au lieu de l'interdire.

« J'ai fait tout ça pour mes trois enfants. Je me disais que le problème se poserait bien un jour ou l'autre », confie M. Nolin. Il a deux fils, de 19 et 20 ans — qu'il soupçonne d'avoir déjà inhalé leurs premières bouffées — et une fille de 12 ans. « Je voulais dédramatiser l'usage expérimental de la marijuana, leur donner simplement les faits, ne pas rompre la communication. »

Sa femme, la notaire Camille Desjardins, n'est pas totalement convaincue. « Elle a peur qu'on banalise la marijuana. J'ai aussi un ami avocat qui me trouve fou, qui s'inquiète pour ses deux filles. Mais le fossé entre génération me fait encore plus peur. »

« Quand on ne sait rien, on s' imagine le pire... Quand on obtient l'information, on change souvent d'idée », dit-il, fier d'avoir converti ses parents au fil de ses travaux. Sa mère a 82 ans. Son père Jean-Claude Nolin, qui lui a pavé la voie au Parti conservateur, en a 79 ans. Il y a quatre ans, il siégeait



Photothèque PC

**« J'ai fait tout ça pour mes trois enfants. Je me disais que le problème se poserait bien un jour ou l'autre », confie M. Nolin. Il a deux fils, de 19 et 20 ans — qu'il soupçonne d'avoir déjà inhalé leurs premières bouffées de cannabis — et une fille de 12 ans.**

encore comme juge à la Cour supérieure du Québec.

En 1996, Pierre Claude Nolin en savait lui-même assez peu sur les drogues. Ses nouvelles fonctions au Sénat l'amènent toutefois à étudier un projet de loi visant à moderniser les règles existantes. Les experts défilent pendant trois mois et la loi change. Mais le jeune sénateur reste sur son appétit. « Je commençais à trouver que ça n'avait pas d'allure, qu'il vaudrait mieux légaliser, mais il fallait d'abord en savoir plus. J'ai proposé de créer un comité avec la Chambre des Communes. »

À l'époque, les députés restent tièdes (ils ont maintenant leur propre comité dont le rapport est attendu en novembre). Mais Pierre Claude Nolin s'acharne. En avril 2000, armé d'une étude de l'Université de Toronto, il présente une motion au Sénat. Ses collègues acceptent de créer un comité spécial. M. Nolin en a déjà recruté les membres et en obtient tout naturellement la présidence.

Depuis, inépuisable, il multiplie les entrevues, plaçant sa cause sans attendre la fin de ses travaux. Il faut dire que l'ancien lobbyiste a l'habitude de convaincre. Organisateur politique très puissant du temps de l'ex-premier ministre Brian Mulroney (dans les années 1980), il a vite appris à tirer les bonnes ficelles au bon moment. « C'est un pousseur ! » s'exclame une vieille connaissance.

Entraîné à la persuasion, Pierre Claude Nolin est aussi entraîné à la controverse. Sensible aux idées libérales, il se situe déjà un peu à gauche pour un conservateur. Il se

passionne aussi pour l'histoire, se forge des idées et les défend âprement. « Dans le temps de Mulroney, il poussait énormément les dossiers du Québec, et même trop aux yeux de certains conservateurs anglophones », se souvient le journaliste politique Michel Vastel.

Au tournant des années 1990, ses nerfs sont mis à rude épreuve. Le Parti conservateur se désintègre dans les scandales et il se retrouve éclaboussé pour avoir travaillé comme chef de cabinet de l'ex-ministre du Travail, Roch LaSalle, de 1984 à 1986.

En 1988, l'homme d'affaire Glen Kealey convainc la GRC d'enquêter sur les deux hommes et sur 11 autres membres influents du Parti, qu'il accuse tous de corruption. L'enquête n'est pas concluante, mais l'affaire fait beaucoup de bruit. L'année suivante, le nom de Pierre Claude Nolin ressurgit au procès de l'ex-député Michel Gravel, condamné à un an de prison. Des entrepreneurs affirment avoir versé plusieurs pots-de-vin au député, qui devait s'en servir pour inonder de cadeaux le ministre LaSalle et son chef de cabinet et les convaincre d'octroyer de lucratifs contrats. Aucun contrat n'a cependant été accordé et les deux hommes n'ont donc jamais été poursuivis.

En 1993, la poussière retombée, Pierre Claude Nolin est nommé au Sénat par Brian Mulroney qui quitte alors la politique. Le jeune sénateur n'a que 42 ans.

À l'époque, son âge et son profil surprennent. Aujourd'hui, on considère qu'ils font sa force. « C'est l'un des sénateurs les plus actifs, affirme son collègue conservateur

Jean-Claude Rivest. Quand il s'implique dans un dossier, il y va à fond de train. »

Trop à fond ? « Comme je le connais, on ne l'arrête pas. Il décide ! » laisse tomber un ancien allié qui soupçonne M. Nolin de faire fuir les dissidents avec sa fougue peu commune et sa carrure d'ex-joueur de football.

La sénatrice Lucie Pépin, qui s'est d'abord jointe à son comité, a rapidement démissionné. Restée jusqu'au dépôt du rapport, la sénatrice libérale Shirley Maheu a pour sa part fait volte-face cette semaine, affirmant soudain qu'elle préférerait qu'on se contente de décriminaliser l'usage de marijuana sans légaliser le produit.

« Mme Pépin est partie parce qu'elle manquait de temps, justifie M. Nolin. Il y avait de la place pour tout le monde. Je trouvais importants que certains membres arrivent avec leurs préjugés et leur série de mythes. »

Quant à Mme Maheu, « elle trouvait peut-être qu'il venait trop fort avec toutes les réactions », dit-il, surpris qu'elle ne retourne plus ses appels. « Si elle n'était pas d'accord, j'aurais mieux aimé l'apprendre d'elle avant. Je suis passionné et des fois la passion aveugle. Mais j'étais plus tranché dans mes idées avant. À force de vivre avec des gens plus âgés, on apprend qu'on ne détient pas toujours la vérité... »

À ses yeux, les sénateurs sont en tout cas particulièrement bien placés pour faire bouger les choses : « Comme ils ne dépendent pas des votes, ils peuvent faire preuve de plus de témérité que les députés quand aux questions de société délicates. »

CARNET DE L'ÉTRANGER > ÉTATS-UNIS

# Fiasco électoral... en Floride

NEW YORK — Autre scrutin, autre fiasco. Malgré des dépenses de 32 millions pour corriger les problèmes qui avaient marqué l'élection présidentielle de 2000, la Floride a connu mardi une autre journée désastreuse aux urnes. En conséquence, l'ancien procureur général des États-Unis, Janet Reno, a demandé hier un nouveau décompte des votes dans le cadre de l'élection primaire tenue pour déterminer le candidat démocrate au poste de gouverneur de l'État ensoleillé. À la fin du dépouillement, Reno accusait un retard de 8000 votes (sur 1,3 million) sur le présumé vainqueur, Bill McBride, un avocat de Tampa. Dans plusieurs comtés, les nouvelles machines à voter ont connu des ratés, comptant parfois des votes démocratiques parmi les votes républicains. « C'est une honte », a déclaré le gouverneur républicain de la Floride, Jeb Bush, qui affrontera Reno

ou McBride lors de l'élection générale de novembre...

## FÊTE DU TRAVAIL, VERSION PATRON

JOHN BRINCKO, PDG de Consolidated Freightway, n'a rien fait pour redorer l'image des chefs d'entreprise américains pendant le congé de la fête du Travail. Il a en effet profité de l'occasion pour licencier 15 500 de ses employés. À ceux qui ont appelé la compagnie pour obtenir plus d'informations sur cette décision inattendue, il a laissé le message suivant : « Merci d'avoir téléphoné pendant ce week-end férié. J'espère que vous et votre famille passez un bon moment ensemble. J'ai des nouvelles extrêmement urgentes



et tristes... Votre emploi prend fin immédiatement. »

## ON NE BOUGE PLUS !

LE DOCTEUR Sue Y.S. Kimm, de l'Université de Pittsburgh, voulait mesurer le niveau d'activités physiques des jeunes Américaines à l'extérieur de l'école. Elle a ainsi sélectionné 1213 filles noires et 1166 filles blanches, et les a suivies de l'âge de huit ou neuf ans à 18 ou 19 ans. Selon les résultats de l'étude du docteur Kimm, à 16 ou 17 ans, 56 % des filles noires et 31 % des filles blanches admettent ne se livrer à aucune activité physique en dehors de l'école. Elles parlent au téléphone, regardent la télévision, passant leur temps dans une oisiveté presque

totale. L'étude du docteur Kimm, qui se voulait alarmante, a été publiée la semaine dernière dans le *New England Journal of Medicine*...

## QUASIMODO L'AVAIT PRÉDIT

*The Sopranos*, la populaire émission du réseau HBO, entreprendra sa quatrième saison demain soir à 21 h. Dans le premier de 13 épisodes, un des personnages, Bobby Bacala, fait référence à la tragédie du 11 septembre 2001. « Ma mère a dépéri après le World Trade Center », dit-il à son chef, Tony Soprano, le mafieux du New Jersey. Barcala, qui n'est pas reconnu pour son intelligence, ajoute : « Quasimodo avait prédit tout ça. » Et Tony Soprano de le corriger, sur un ton impatient : « Nostradamus. Quasimodo est le bossu de Notre-Dame. » Bonne saison...

— Richard Hétu, collaboration spéciale



Photothèque AP

Pendant que l'Europe ferme la porte aux OGM, les Nord-Américains les développent – et les ingurgitent – à une vitesse fulgurante. Cette année, 34 % du maïs, 71 % du coton et 75 % du soja cultivés en sol américain sont génétiquement modifiés.

# Amères moissons



LA PRESSE À LONDRES

transatlantique ? Et quel avenir pour la biotechnologie en Grande-Bretagne, jadis pionnière de la science ?

Alors que les Nord-Américains ingurgitent de plus en plus d'aliments transgéniques, les Européens, les Britanniques en particulier, fuient les OGM comme la peste. Comment expliquer ce fossé

C'est l'histoire d'un superbo-gue transgénique qui tue les personnes âgées, dévaste l'environnement et menace de faire des ravages d'un bout à l'autre de la planète. C'est une aventure à la James Bond, avec ses inevitables complots, ses méchantes multinationales et ses gouvernements corrompus.

*Fields of Gold*, un thriller télédiffusé cet été par la BBC, était « ridicule et alarmiste », ont tranché les scientifiques de la Grande-Bretagne. Mais l'émission a fait l'objet d'une large couverture médiatique, d'autant plus que son auteur était nul autre que l'éditeur du *Guardian*, Alan Rusbridger.

Les Britanniques n'avaient pourtant pas besoin de cette miniserie, écrite par le patron d'un influent quotidien de gauche, pour avoir peur des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ici, le lobby vert a assurément gagné le débat qui ne fait encore qu'émerger en Amérique du Nord. Que cette victoire soit une bonne chose, par contre, dépend des points de vue.

Les militants anti-OGM ont fait un boulot remarquable. Le magazine *The Economist* constatait l'an dernier que si la panique qui s'est emparée des Britanniques au sujet des OGM était une semence transgénique, Monsanto l'aurait sûrement fait breveter : elle est très

fertile, pousse dans des conditions inhospitalières et se croise aisément à d'autres intérêts politiques. Elle résiste à tout ce qui aurait pu la tuer, des preuves scientifiques aux assurances officielles. Enfin, elle se répand à tout vent, en Europe et, de plus en plus, outre-Atlantique.

## Moratoire en Europe

La culture commerciale d'OGM fait l'objet d'un moratoire en Europe depuis que Monsanto, une firme de biotechnologie américaine, a tenté d'y faire une percée et s'est écrasée contre un mur d'hostilité, à la fin des années 1990. Depuis, les supermarchés ont retiré tous les OGM de leurs tablettes. Les multinationales alimentaires, comme Nestlé et Unilever, plissent le nez de dégoût. Les subventions se font de plus en plus rares. Et les firmes de biotechnologie plient bagage.

Mais voilà, pendant que l'Europe ferme la porte aux OGM, les Nord-Américains les développent — et les ingurgitent — à une vitesse fulgurante. En 1996, aucun OGM n'était cultivé à des fins commerciales aux États-Unis. Cette année, 34 % du maïs, 71 % du coton et 75 % du soja cultivés en sol américain sont génétiquement modifiés. Comment expliquer que les OGM soient perçus si différem-

ment des deux côtés de l'Atlantique ?

« En Amérique, royaume de l'agriculture de masse, les gens ne se préoccupent pas vraiment de ce qu'ils mangent », tranche Pete Riley, militant de Friends of the Earth. Les Européens, eux, s'intéressent depuis longtemps à la production de leur nourriture. C'est « culturel et social », dit-il. Qui sait, peut-être même que les Européens ont ça dans leurs gènes.

D'autres hypothèses peuvent expliquer le fossé transatlantique. D'abord, les récents scandales alimentaires qui ont frappé la Grande-Bretagne (la vache folle, la fièvre aphteuse, la bactérie *E. coli*) ont rendu le public très suspicieux à l'égard des nouvelles pratiques agricoles et des déclarations rassurantes des scientifiques. Ensuite, les OGM sont devenus un totem pour le mouvement antimondialisation, plus fort en Europe qu'en Amérique. Enfin, les fermiers biologiques, qui forment un lobby de plus en plus puissant, ont peut-être intérêt à ne pas voir apparaître de nouvelles technologies.

Résultat, la Grande-Bretagne, pionnière de la recherche et de la biotechnologie depuis 20 ans, doit maintenant céder sa place à la Chine et, bientôt, à l'Inde, deux géants plus ouverts à ce que plusieurs estiment être la technologie de l'avenir. « Nous reculons dans

certain domaines parce que les investissements de recherche se raréfient, déplore Chris Leaver, directeur du département de phytotechnique à l'Université d'Oxford. Plusieurs multinationales, comme Rhône-Poulenc et Monsanto, ont démenagé sous des cieux plus cléments. »

Ici, les cultures expérimentales d'OGM constituent une cible de choix pour les militants. Pas étonnant que le nombre de laboratoires privés ait chuté de six à un, celui de la multinationale européenne Syngenta, qui a considérablement réduit ses activités de recherche en sol britannique. Et pour cause : pendant huit ans, la firme a travaillé sur un projet d'arbres transgéniques, modifiés pour qu'ils soient plus faciles à réduire en pulpe. Le processus, requérant moins d'énergie et de produits chimiques, était moins dommageable pour l'environnement. Qu'à cela ne tienne, des militants ont détruit plus de tiers des 400 arbres en une seule nuit, le 8 juillet 1999. « Nos chercheurs avaient mis plusieurs années de leur vie dans ce projet. Bien des larmes ont coulé », raconte David Evans, directeur de la recherche et de la technologie de Syngenta.

## Une bénédiction pour le tiers-monde ?

Pour les partisans des OGM, la technologie ne fait que cibler la nature de façon plus précise, par une manipulation génétique directe, plutôt que par le processus de croisements utilisés depuis des lustres. Elle consiste souvent à ajouter des gènes qui procurent aux plantes une résistance aux insectes, aux champignons ou aux virus — une solution écologique, puisque les plants OGM requièrent moins de pesticides. Des gènes résistants aux herbicides permettent aussi aux agriculteurs de tuer les mauvaises herbes tout en épargnant leurs plantations.

Les opposants craignent que les

OGM ne posent des risques inconnus à la santé humaine et, surtout, qu'ils ne provoquent une perte de biodiversité. Ils redoutent que les plants résistants aux pesticides n'empoisonnent les insectes inoffensifs, comme les papillons monarques. Ils pensent aussi que la pollinisation créera des « super mauvaises herbes », ultrarésistantes, qui envahiront des écosystèmes entiers en chassant les espèces plus faibles. Et ils ont leur héros improbable, le prince Charles, lui-même fermier bio et féroce opposant aux OGM.

« Je n'ai rien contre l'agriculture biologique, mais ce n'est pas avec ça qu'on nourrira la planète ! » lance M. Leaver. « Les gens sont contre le progrès. Ils se rappellent la petite ferme de leur enfance, ils aimeraient revenir au bon vieux temps. La réalité, c'est que depuis un siècle, nous sommes passés d'un à six milliards d'habitants sur cette planète. D'ici 50 ans, ce chiffre bondira à neuf milliards. Nous faisons face au défi majeur de nourrir tous ces gens sans couper les forêts et sans tarir nos sources d'eau. La biotechnologie n'est pas une solution miracle, mais elle peut faire partie de la solution. »

Le professeur pense que les OGM constitueront un jour une véritable bénédiction pour les pays pauvres. Le « Golden Rice », par exemple, une nouvelle variété de riz jaune contenant de la vitamine A, pourrait aider 150 millions d'enfants souffrant de déficience vitaminique dans le monde. La prochaine génération d'OGM contiendra aussi des vaccins contre plusieurs maladies. « Ce qui m'inquiète, c'est que nous sommes en train de faire nos colonialistes, dit M. Leaver. Tout se passe comme si nous refusions au tiers-monde le droit d'évaluer par lui-même les pour et les contre de la technologie moderne. »

# IRAK : LA BÊTE NOIRE

Avec son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, jeudi, George W. Bush a donné du temps à l'ONU pour tenter de faire respecter par l'Irak une brochette de résolutions contraignantes adoptées depuis la guerre du Golfe, en 1991. Mais s'il n'y a pas de résultats rapides, le président des États-Unis est déterminé à renverser seul le régime de Saddam Hussein, accusé de chercher à produire des armes de destruction massive. Voici un portrait de la situation à la veille d'une guerre qui paraît de plus en plus inéluctable.

## Portrait d'un dictateur

GILLES GAUTHIER

**Né le 28 avril 1937 dans un village proche de Takrit, à environ 155 km au nord de Bagdad, Saddam Hussein se serait selon la légende enfui de chez lui la nuit tombée à l'âge de sept ans parce qu'il voulait apprendre à lire et à écrire et ne pas être réduit à l'état de paysan auquel voulait le confiner sa famille pauvre.**

Maintenant âgé de 65 ans, le dictateur, qui a poussé à l'extrême le culte de la personnalité (un quartier de Bagdad s'appelle Cité Saddam), est président depuis 1979, premier ministre depuis 1994 et occupe également les postes de chef suprême des forces armées, président du Conseil de commandement de la Révolution et secrétaire général du parti Baas.

En 1959, il est un des jeunes baasistes qui tirent à bout portant contre le nouveau maître du pays, le général Quassem. Blessé, il s'enfuit en Syrie puis en Égypte, dirigée par Nasser. De retour en Irak, il est arrêté en 1964, mais il s'évade, deux ans plus tard, pour préparer le coup d'État qui, en juillet 1968, porte au pouvoir le Baas, dont la doctrine reposait sur la laïcité, le socialisme et l'unité du

monde arabe, dont Hussein voulait devenir le leader. Les principaux « ennemis » intérieurs, les communistes, les Kurdes et les musulmans chiites majoritaires en Irak (Hussein est sunnite) ont été éliminés ou brutalement mis au pas.

Par la violence, il gravit les échelons, devient l'homme fort du régime et en juillet 1979, « convainc » par la menace le président El Bakr de lui céder sa place. Sa priorité depuis 23 ans est de se maintenir au pouvoir en écrasant l'auteur de toute critique ou remise en cause.

### Gendres assassinés

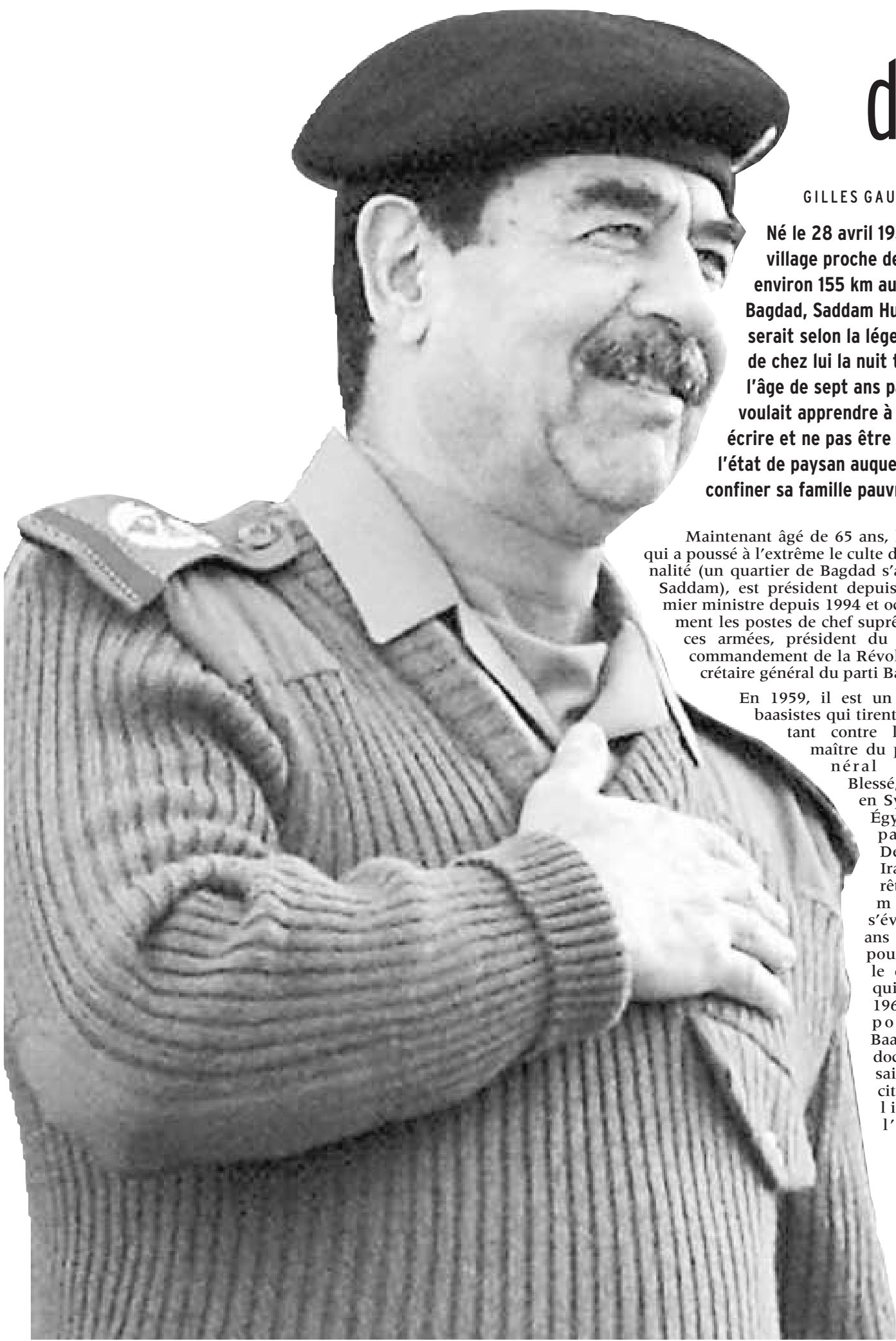
On se souvient de l'histoire quelque peu rocambolesque de deux de ses gendres, dont un général, qui en 1996 ont été assassinés à Bagdad où ils étaient rentrés après avoir fait défection pendant six mois en Jordanie, où ils avaient appelé au renversement du régime irakien. Et avaient tenté de mettre la main sur une partie du trésor de plusieurs centaines de millions de dollars qu'Hussein aurait selon certains accumulés à l'étranger, notamment en Suisse.

Le personnage demeure mystérieux et avec les affiches le représentant coiffé d'un couvre-chef d'une autre époque et un fusil de bois, il est loin du personnage flamboyant qu'est un autre dictateur pétrolier, le Libyen Mouammar Kadhafi.

Mais on sait que ses deux fils jouent des rôles importants. Oudaï, 39 ans, contrôle l'information, dont la télévision, commande la milice des fedayin de son père et a été élu député au Parlement avec 99,99 % des votes. Kusai, 36 ans, commande la garde républicaine, corps d'élite du régime, et s'occupe des dossiers de sécurité sensibles. Il est probable qu'on suivra le modèle de la Syrie, où Bachar el-Assad a succédé à son père Hafez à sa mort en l'an 2000. À la condition bien sûr que le régime du clan Takriti (du nom de la région d'origine d'Hussein) puisse continuer de résister aux assauts.

Amnistie internationale fait état dans son rapport 2002 comme dans les précédents d'exécutions de prisonniers d'opinion, de tortures de prisonniers politiques, de procès inéquitables devant des tribunaux d'exception et de détention au secret. L'an passé, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné « une répression et une oppression omniprésentes reposant sur une discrimination de grande ampleur et une terreur généralisée ».

Le 18 août dernier, les députés ont proposé unanimement et à main levée la candidature d'Hussein à un nouveau mandat présidentiel de sept ans. Un référendum doit se tenir le 15 octobre. Lors de la dernière consultation en 1995, il avait recueilli 99,96 % de « oui ».



Photothèque AFP



Photothèque Reuters, AFP et PC

## Un Stalingrad mésopotamien?

GILLES PAQUIN

**L'IMMINENCE D'UNE** attaque américaine contre l'Irak ne semble plus faire de doutes et la question qui se pose maintenant est de savoir quelle stratégie adoptera Saddam Hussein pour survivre à une guerre apparemment perdue d'avance.

Depuis quelque semaines, les stratégies militaires du Pentagone laissent courir différentes hypothèses qui s'offrent au maître de Bagdad afin de compenser pour la faiblesse évidente de ses troupes. L'option la plus souvent retenue est la guerre urbaine, visant à infliger des pertes humaines si importantes aux forces américaines qu'elles amèneraient Washington à reculer.

### Conditions politiques

Leur meilleure stratégie et la plus probable serait de créer les conditions politiques qui pousseraient l'administration Bush à y penser deux fois avant d'attaquer, estime le directeur de la recherche du Conseil sur les relations étrangères de Washington, Kenneth Pollack.

« Une façon d'y parvenir c'est de nous faire croire que nous allons faire face à un Stalingrad mésopotamien », ajoute M. Pollack en faisant allusion à l'hécatombe de la Deuxième Guerre mondiale qui avait décimé un million de soldats russes et 200 000 Allemands.

C'est pour se préparer à cette éventualité que les forces irakiennes auraient creusé des installations souterraines autour de Bagdad et de certaines autres villes. Pour cette raison également qu'elles ont dispersé les batteries antiaériennes et les régiments dans le pays de manière à les rendre moins vulnérables à une attaque surprise.

Lors de la dernière guerre du Golfe, les troupes irakiennes chargées de la défense du territoire étaient souvent retranchées dans des positions vulnérables en plein désert. Elles ont ainsi été facilement laminées par l'aviation alliée qui avait la maîtrise absolue de l'espace aérien.

### L'objectif de Saddam Hussein

Cette fois, l'objectif de Saddam Hussein est davantage de survivre que de défendre le territoire national. Certaines sources militaires américaines craignent qu'il ordonne alors à ses troupes de se replier dans les villes et les zones habitées afin de livrer des combats de terrain.

L'objectif de Saddam Hussein est donc de résister au premier assaut des Américains en conservant des ressources suffisantes pour défendre Bagdad et d'autres centres importants. Les États-Unis devraient alors s'engager dans une campagne beaucoup plus longue que prévue au risque de lourdes pertes humaines. Pire encore, la fragile coalition anti-Saddam

pourrait éclater et Washington se retrouver au cœur d'une crise de confiance aux conséquences imprévisibles.

Des officiers américains soutiennent que ce scénario est tout à fait ridicule. L'armée irakienne ne pourra tenir le coup face à la puissance de feu des États-Unis et de leurs alliés, elle s'écroulera comme un château de cartes. Certains comptent même sur la reddition spontanée des divisions loin de Bagdad et sur la désertion en masse des soldats peu motivés du dictateur.

Saddam Hussein, pour sa part, compte sur le mandat de vol politique des Américains pour mener la guerre à terme. Il a déjà survécu à une première guerre au cours de laquelle Bush père avait pris le Koweït sans oser occuper l'Irak ; vu les États-Unis s'installer dans les villes afghanes sans se risquer dans les zones rurales et ailleurs, reculer lorsque les pertes humaines s'avéraient trop coûteuses sur le plan politique.

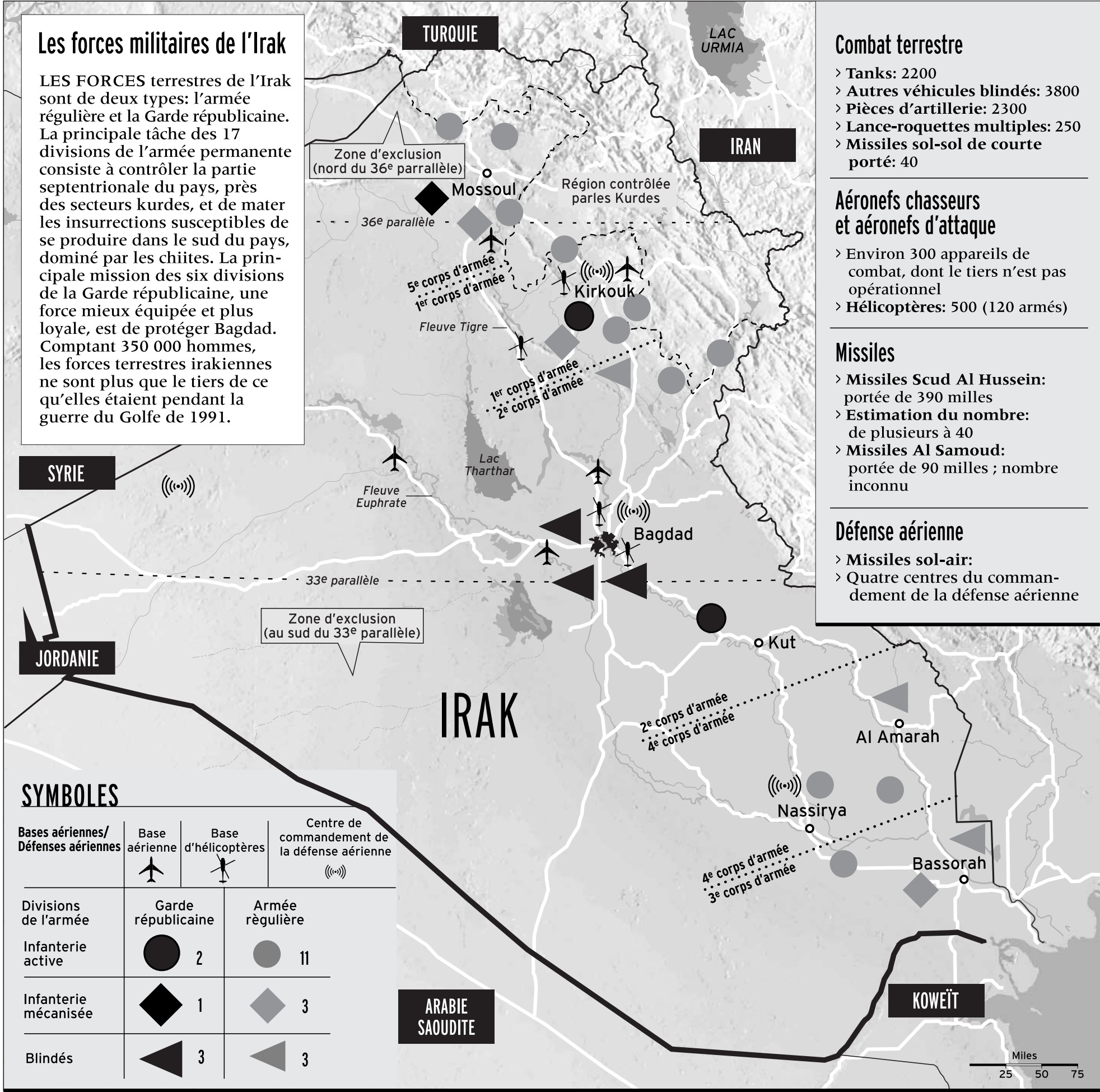
Si cette stratégie ne donne pas les résultats souhaités par Bagdad, Saddam Hussein pourrait en désespoir de cause se tourner vers la méthode qu'il a déjà utilisée contre les Iraniens et les Kurdes, c'est-à-dire l'arme chimique ou biologique. Une telle folie destructrice signifierait sa perte et donnerait finalement raison à George Bush qui prédisait justement pareille éventualité pour justifier sa croisade.



Photothèque AFP

**Des soldats volontaires, armés de leur kalashnikov, posent fièrement dans le cadre d'une cérémonie visant à célébrer la fin de leur formation militaire de trois mois au sein de l'armée de Saddam Hussein.**

# DES ÉTATS-UNIS



Sources: officiels du département de la Défense ; Congrès national irakien

Michael R. Gordon, Hugh K. Truslow, and William McNulty/The New York Times

Les forces armées irakiennes ont fortement diminué depuis la guerre du Golfe en 1991, passant de 975 000 hommes à l'époque à 350 000 aujourd'hui. Selon divers instituts de recherche indépendants, il n'y a plus de marine irakienne et un tiers de l'aviation est hors service. Des 17 divisions, 11 servent à la surveillance des Kurdes, au nord, et six au contrôle des chiïtes, au sud.

## La genèse d'une obsession transmise de père en fils

JOONEED KHAN

GEORGE W. BUSH dit vouloir chasser Saddam Hussein du pouvoir, au besoin en déversant sur l'Irak toute l'hyperpuissance militaire des États-Unis.

Pourquoi ? Parce que le maître de Bagdad dispose d'armes de destruction massive, dit-il, — ou pourrait en disposer, et y recourir.

L'argument semble simple, direct, sans arrière-pensées. Étayé éventuellement par des photos satellites et des « dossiers noirs » martelés en boucle à la télé et dans les médias, il aboutirait vite à un arrêt de mort entraînant l'exécution immédiate. Surtout si l'exercice comportait un « lien » entre l'Irak et les attentats du 11 septembre 2001 — ravivés et amplifiés ces jours-ci à la faveur de leur 1<sup>er</sup> anniversaire.

L'obsession irakienne de Bush fils a pourtant des racines profondes. Elles remontent au moins à la « guerre » inachevée de George Bush père contre le même Saddam Hussein en 1991. Pourquoi ? Parce que l'Irak avait envahi et occupé le Koweït en août 1990.

L'Irak fut contraint d'évacuer le riche émirat pétrolier après 45 jours et 45 nuits de pilonnage sans merci par les États-Unis et les pays de l'OTAN, à la tête d'une coalition de plus de 30 pays — dont la Syrie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite.

Ce fut la 1<sup>re</sup> guerre post-guerre froide, un impitoyable déploiement d'*overwhelming force* téléguider relevant du lynchage plus que de la guerre. Ce fut aussi l'amorce du « nouvel ordre mondial » annoncé par Bush père.

**Les raisons**

Mais pourquoi l'Irak a-t-il envahi le Koweït ? Parce qu'il n'avait pas été « payé » pour l'épuisante guerre qu'il mena de 1980 à 1988, pour le compte des Occidentaux et de leurs clients pétro-arabes du Golfe, contre l'Iran des Perses et de la Révolution islamique. En fait, accusa Bagdad, le Koweït volait le pétrole irakien par « pompage transver-

sal » sous leur frontière commune. Bagdad décida de « se payer » en annexant le Koweït, qui fut, rappela-t-il, une simple province de l'Irak au sein de l'Empire ottoman (1534-1918).

Le 25 juillet 1990, Saddam Hussein reçut l'ambassadeur des États-Unis April Glaspie. Il lui expliqua que l'Irak avait versé « des rivières de sang » pour protéger les pétroémirs contre l'Iran, donc les intérêts américains, et qu'il avait accumulé 40 milliards de dollars US de dettes. Bagdad avait même renoué avec Washington les liens diplomatiques rompus à la guerre de juin 1967.

Mais les États-Unis semblaient inquiets des victoires irakiennes sur l'Iran. Ils vendirent secrètement des armes à l'Iran (Irangate). La guerre terminée, ils poussèrent les émirats à faire à l'Irak une coûteuse guerre économique, aussi féroce qu'une guerre militaire.

« Nous négocierons avec le Koweït, mais nous refuserons la mort », avertit le président de l'Irak.

« On n'a pas d'avis sur vos conflits interarabes, comme votre différend avec le Koweït », lui répondit M<sup>me</sup> Glaspie. « Le secrétaire d'État (James) Baker m'a demandé d'accentuer la position, transmise à l'Irak dans les années 1960, que la question du Koweït n'est pas associée à l'Amérique », ajouta-t-elle.

Selon les transcriptions de la rencontre disponibles sur Internet, Saddam Hussein sourit. Huit jours plus tard, l'Irak envahissait le Koweït — État membre de la Ligue arabe et de l'ONU. Il s'attira aussitôt un embargo de l'ONU. Toutes ses offres de négociation, et celles de médiation de l'ONU, furent repoussées par Washington — notamment l'idée ira-

kienne de quitter le Koweït si Israël évacuait les territoires palestiniens occupés.

L'ONU lui donna jusqu'au 15 janvier 1991 pour se retirer du Koweït. L'attaque militaire Tempête du désert débuta le 17. Pendant six semaines, plus de 100 000 tonnes de bombes tuèrent jusqu'à 200 000 Irakiens au Koweït et en Irak, et détruisirent l'appareil productif du pays.

Le 28 février, après la fin officielle de la guerre, des avions américains, anglais et canadiens anéantirent une colonne de véhicules militaires et civils quittant le Koweït pour l'Irak, faisant jusqu'à 30 000 victimes sur l'autoroute de la Mort.

**Régime épargné**

Le régime (sunnite) de Saddam Hussein fut épargné, l'une des raisons principales étant le maintien de la stabilité régionale face à l'Iran (chiïte). Selon une stratégie de « double containment » de l'Irak et de l'Iran, l'embargo fut renforcé, le pétrole de l'Irak soumis à la tutelle de l'ONU (Programme pétrole contre nourriture), ses réserves d'armes de destruction massive détruites, et son appareil de production militaire démantelé.

Washington et Londres coupèrent l'Irak en trois, interdisant le Nord (kurde) et le Sud (chiïte) à l'aviation de Bagdad. Les raids américano-anglais sont quasi quotidiens. Tout au long des deux mandats de Bill Clinton (1992-2000), l'Irak plaida pour la fin du régime punitif de l'ONU : certification de la destruction des capacités militaires de l'Irak et fin de l'embargo, et des raids aériens.

Les inspecteurs de l'ONU, menés par l'Australien Richard Butler, restaient sceptiques, soupçonnant toujours Bagdad de dissimuler son jeu, voire de disposer d'usines « à

double vocation » civile et militaire. En 1998, ils admirent faire rapport à Washington avant de saisir le secrétaire général de l'ONU. Bagdad les expulsa en les accusant d'espionnage.

De Clinton à Bush fils, l'Irak a peu à peu rompu l'isolement, renouant avec la Russie, la Chine, l'Inde, les pays arabes, voire la France et l'Iran. Américains et Britanniques ont de plus en plus de mal à proroger le régime punitif de l'ONU contre Bagdad. Deux chefs du Programme humanitaire de l'ONU en Irak ont démissionné avec fracas, affirmant que les sanctions tuent plus de 5000 bébés et enfants irakiens chaque mois.

Voilà où entre en scène Bush fils. Il tient l'Asie centrale dans sa mire. Il a bien besoin de mieux gérer et l'Irak et l'Iran, surtout que Russes et Indiens ont des entrées privilégiées en Asie centrale. Le régime punitif de l'ONU contre l'Irak s'effiloche. La Russie vient de signer avec l'Irak un contrat d'hydrocarbures de 40 milliards US.

**Acte II**

Accepter la fin de l'embargo serait donner la victoire sur un plateau d'argent à Saddam Hussein. Mais normaliser les relations avec un « nouvel » Irak sans Saddam Hussein, c'est partir à l'assaut de l'Asie centrale, et de l'Iran, sur de nouvelles bases. C'est lancer l'acte II du « nouvel ordre mondial » de George Bush père.

C'est que l'Irak défiait déjà l'« ordre mondial » précédent : les Anglais l'avaient décapé en 1918 de l'Empire ottoman défait en le confiant aux hachémites, avec un oeil intéressé sur son pétrole, l'autre sur sa position stratégique entre l'Iran et le Golfe. En 1932 prit fin le mandat britannique.

En 1958, des « officiers libres » renversèrent la monarchie, prirent aux Anglais le contrôle du pétrole, et retirèrent l'Irak du pacte occidental CENTO.

MONDE

# Les ténors politiques écartés du scrutin au Pakistan

FRANÇOIS-XAVIER HARISPE  
Agence France-Presse

ISLAMABAD — À moins d'un mois des législatives du 10 octobre au Pakistan, les tribunaux électoraux ont procédé à un véritable carnage, rejetant les candidatures des deux derniers premiers ministres civils du pays, à la grande satisfaction du régime militaire.

Comme par magie, pour des vétilles — contestation d'un diplôme (il faut avoir au moins une licence ou son équivalent pour être candidat), un tampon de lieu de résidence manquant, l'absence de certification conforme d'un diplôme étranger, le non-remboursement d'un prêt, une inculpation pour corruption — les cours électorales disqualifient à tour de bras les ténors politiques des deux principaux partis du pays.

Nawaz Sharif, de la Ligue musulmane pakistanaise (PML), le dernier premier ministre civil du pays, ne sera pas candidat. Son épouse, Kulsoom, mais aussi son frère, Shabaz Sharif, sont invalidés.

Benazir Bhutto, dirigeante du Parti populaire pakistanaise (PPP) et deux fois premier ministre, est elle aussi invalidée et est sous la menace d'une arrestation si elle rentrait sur le territoire national. Sa belle-soeur, Ghinva Bhutto, est elle aussi disqualifiée par la cour.

Comme pour enfoncer le clou dans cette famille dont le père, Zulfiqar Ali Bhutto, lui aussi ancien premier ministre, fut pendu par l'armée en 1979, Zardari, le mari de Benazir, a été condamné jeudi à sept ans de prison, après six ans de détention sans jugement.

Par contre, Azam Tariq, chef d'un parti interdit, le Sip-e-Sahaba, détenu depuis un an et en attente de jugement pour plus de cent meurtres imputés à son organisation, aura lui le droit de se présenter depuis sa prison. Il faut dire qu'il n'a guère de chances d'être élu.

Chacun s'interroge sur la collusion entre l'armée du général Pervez Musharraf, qui a d'ores et déjà fait accepter par la Cour suprême qu'il continuerait à diriger le pays pendant les cinq ans à venir, et la justice.

Il ne fait aucun doute que l'invalidation des stars de la politique pakistanaise porte un coup au moral des militants des deux partis, qui attendaient le retour d'exil de leurs dirigeants à l'occasion de cette campagne. Mais le PPP et le PML devraient tout de même logiquement, et dans cet ordre, figurer en tête des résultats, sauf imprévu.

# Les accords d'Oslo morts à l'âge de neuf ans?

d'après AFP

JÉRUSALEM — Neuf ans jour pour jour après leur signature, il reste bien peu de chose sur le terrain des accords d'Oslo, dont le premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, a affirmé récemment qu'ils n'existaient plus. Mais pour plusieurs analystes et responsables palestiniens et israéliens, l'esprit de ces accords, signés en 1993 à Washington, est toujours en vie.

« Les principes des accords d'Oslo continueront à prévaloir malgré Sharon », estime Ron Pundak, un des premiers Israéliens à avoir noué les contacts avec les Palestiniens qui ont abouti à la signature historique de ces accords. « À mon avis, c'est juste une question de temps avant que les deux parties ne reviennent à ces principes de reconnaissance mutuelle et de création d'un État palestinien indépendant ».

La semaine dernière, Sharon déclarait qu'Oslo « n'existe plus ». « Nous n'y reviendrons pas », ajoutait-il. Pour Pundak, Sharon ne s'éloigne pas totalement de l'esprit d'Oslo en faisant « la promotion d'un accord intérimaire », mais le manipule afin de donner aux Palestiniens « un contrôle limité aux affaires civiles sur des zones géographiques très limitées ».

Les accords prévoyaient la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP, la fin du recours à la violence et l'instauration d'une autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza pendant une période intérimaire de cinq ans avant la création d'un État palestinien.

Depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000, et en représailles à une série d'attentats suicide particulièrement meurtriers en Israël, les grandes villes autonomes palestiniennes ont presque toutes été réoccupées par l'armée israélienne.

« Oslo est encore une référence, même s'il n'est pas appliqué, car la reconnaissance mutuelle est la seule solution », ex-



Ces soldats israéliens patrouillaient hier les rues de la ville palestinienne d'Hébron, en Cisjordanie occupée.

plique le professeur palestinien de sciences politiques Ali Jarbawi.

Le principal architecte des accords, l'ancien ministre travailliste d'Israël, Yossi Beilin, estime aussi qu'ils sont loin d'être morts « même si, formellement, ils ont expiré depuis mai 1999 », date à laquelle un accord final aurait dû être signé entre les deux parties. « La logique d'Oslo, l'idée basée sur une reconnaissance mutuelle, continue de prévaloir », affirme-t-il, accusant Sharon d'être venu au pouvoir « avec l'objectif immédiat de mettre un frein au processus de paix ».

Le ministre palestinien de l'Information, Yasser Abed Rabbo, vient également à la rescousse des accords de 1993. « Oslo est un compromis historique, son esprit est toujours là, même après les désastres et les massacres », affirme-t-il.

Le 9<sup>e</sup> anniversaire des accords n'a pas fait hier la une des journaux, ni palestiniens, ni israéliens. Plusieurs responsables ont même admis ne pas s'être souvenus de la date anniversaire. Un sondage publié hier dans le quotidien israélien *Maariv* montre que 79 % des Israéliens estiment que l'accord de 1993 n'est plus valide, contre 12 % qui estiment le contraire.

Les instigateurs de ces accords, des deux parties, admettent que Palestiniens et Israéliens sont responsables de l'échec du processus de paix, mais que le premier d'entre eux est l'ancien premier ministre d'Israël Benyamin Netanyahu « qui a tout fait pour éviter la création d'un État palestinien », affirme Pundak.

Sur le terrain, trois Palestiniens ont été tués et huit blessés hier par une explosion d'origine indéterminée dans la localité de Jabaliya. Les victimes sont des frères de la famille al-Charif et l'un d'eux, Hani al-Charif, est un membre du mouvement islamiste Jihad islamique. L'explosion a eu lieu dans une maison appartenant à un responsable du mouvement Fatah du président palestinien Yasser Arafat, Iyad al-Charif.

Un autre Palestinien, Sobhi Zeyna, 26 ans, un activiste du Fatah, a été tué par l'armée israélienne lors d'une incursion dans le secteur de Rafah, à la frontière égyptienne.

Son décès porte à 2495 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada, dont 1842 du côté palestinien et 604 du côté israélien.

| SUÈDE |

# La gauche mène à deux jours du vote

d'après AFP et AP

STOCKHOLM — La gauche suédoise obtiendrait la majorité absolue aux élections législatives de demain, selon trois sondages convergents publiés hier.

La majorité parlementaire sortante (sociaux-démocrates, verts et Parti de gauche) serait reconduite avec entre 50,7 et 51,9 % des voix contre 46,5 à 47,5 % pour le « bloc bourgeois » (conservateurs, centristes, libéraux, chrétiens-démocrates).

Les sondages ont été réalisés par les instituts Temo, Sifo, du 9 au 11 septembre, et Skop du 6 au 12 septembre.

Selon Skop, les sociaux-démocrates du premier ministre Goran Persson et le Parti de gauche (Vaensterpartiet, ex-communistes) prendraient l'ascendant sur la droite — sans atteindre la majorité absolue — même privés des suffrages des verts, ces derniers ayant menacé de se rallier à l'opposition s'ils n'obtiennent pas de ministère en cas de victoire de la gauche.

Les sociaux-démocrates sont crédités de 35,7 à 36,1 % des intentions de vote. Ils avaient recueilli 36 % des voix aux législatives en 1998. Le Parti de gauche recueillerait de 9,7 à 11,5 %. Les verts seraient assurés de rester au Parlement avec entre 4,7 et 4,9 %. Le seuil minimum requis pour entrer au Riksdag (assemblée unique) est de 4 %.

À droite, les conservateurs (de 17,6 à 19,9 %) continuent de céder du terrain aux libéraux, crédités de 11,6 à 14,6 % selon les sondages.

Le Parti libéral (FP) de Lars Leijonborg a effectué une remontée miraculeuse au cours du mois d'août en proposant une refonte des conditions d'accueil des étrangers, que d'au-

cuns considèrent comme une main tendue aux électeurs tentés par l'extrême droite. Il a appelé au rétablissement d'un test de suédois obligatoire pour les demandeurs d'asile ou de naturalisation, une procédure abandonnée dans les années 70.

Seuls à enregistrer un recul dans les trois enquêtes d'opinion, les chrétiens-démocrates recueillent entre 9 et 12,1 % des intentions de vote.

Les centristes n'ont, semble-t-il, pas vaincu les électeurs en signant un programme gouvernemental commun avec les trois autres partis de la droite parlementaire. Ils ne recueillent que de 4,9 à 5,7 % des intentions de vote.

L'immigration a trôné au centre du débat politique. Si le taux de chômage est faible (4,3 %), les Suédois s'interrogent de plus en plus sur le ralentissement économique, les lacunes de leur système de santé et le bien-fondé de taux d'imposition qui figurent parmi les plus élevés du monde.

La semaine dernière, un sondage accordait 49 % à chacun des blocs.

Le Parti social-démocrate a été fondé en 1889 et a été au pouvoir pendant 61 des 70 dernières années en Suède, pays prospère de 8,9 millions d'habitants.

Pour le politologue Olof Petersson, le système suédois n'est pas en danger quel que soit le vainqueur de l'élection, mais une bataille électorale serrée pourrait signaler un changement d'attitude en Suède. « La perception que ce pays a de lui-même, c'est que nous sommes à l'avant-garde. (...) Nous voulons protéger le système », a-t-il lancé. « Cette image existe, mais je pense qu'elle est de moins en moins réaliste ».

# Forte tension en Macédoine avant un scrutin clé

d'après AFP

SKOPJE — Une attaque armée contre des militaires macédoniens à la frontière avec le Kosovo a fait monter la tension en Macédoine hier, à deux jours d'un vote-test pour la paix instaurée en août 2001 après des affrontements entre des rebelles albanais et les forces gouvernementales.

Le ministère de la Défense de la Macédoine a annoncé dans un communiqué qu'une patrouille de garde-frontières a été attaquée près du poste de Djeneral Jankovic, qui mène au Kosovo, province du sud de la Serbie, peuplée en majorité d'Albanais.

La patrouille a riposté et les agresseurs se sont enfuis en direction du Kosovo, a ajouté le ministère, précisant qu'il n'y avait pas eu de blessé côté macédonien.

Les élections législatives de demain constituent une étape cruciale de la normalisation des relations entre les Macédoniens majoritaires et les Albanais, un an après le conflit de l'année dernière, qui a fortement menacé la stabilité du pays.

La campagne électorale a été marquée par une série de violents incidents qui ont incité les autorités à faire montre d'une vigilance accrue.

Avant-hier, 10 hommes armés ont ainsi attaqué un poste de police dans le nord-est du pays, tuant un agent des forces de l'ordre avant de prendre la fuite, selon la police.

L'OTAN et l'Union européenne, les principaux architectes des accords de paix d'Ohrid

(août 2001), ont condamné les incidents.

« Avec l'approche des élections, les tensions s'intensifient, ce qui n'a rien de surprenant, puisque l'avenir de notre unique État est en jeu », a déclaré le président Trajkovski dans un communiqué diffusé hier.

« Nous ne devons pas permettre aux émotions de prendre le dessus, car chacun d'entre nous a une part de responsabilité » et doit faire en sorte « que le scrutin de dimanche se déroule dans les meilleures conditions », a-t-il ajouté. Il a encouragé les électeurs à se rendre aux urnes pour « construire une Macédoine plus riche, plus calme et plus prospère ».

La campagne électorale devait se terminer hier à minuit. Deux importants meetings devaient avoir lieu dans la soirée : à Skopje, celui du leader de l'opposition macédonienne, Branko Crvenkovski, considéré comme l'un des favoris, et à Tetovo, celui du chef du Parti démocratique des Albanais (PDA), Arben Xhaferi.

En revanche, le nouvel homme fort de la communauté albanaise, Ali Ahmeti, leader de l'Union démocratique pour l'intégration (UDI) a été contraint par les Occidentaux d'annuler son meeting à Skopje.

Ahmeti est l'ancien chef politique des rebelles de l'Armée de libération nationale (UCK), qui a combattu les forces gouvernementales de Skopje. L'UCK a été dissoute officiellement par l'OTAN, après la signature des accords de paix.

Pour des chauffe-eau de qualité...

« Les  
HydroSolutions,  
j'achète! »

Louez ou  
achetez un  
chauffe-eau

Fabriqué exclusivement  
pour Hydro-Québec

AVANTAGES

- plus résistant à la rouille
- fournit plus d'eau chaude qu'un chauffe-eau standard
- éléments électriques de qualité pour réduire les bris

Location de  
chauffe-eau  
à compter de

6<sup>99</sup>\$

par mois  
Installation comprise <sup>1</sup>

Vente de  
chauffe-eau  
à compter de

459\$

Installation comprise <sup>1</sup>

Aussi offerts :

Appareils de  
chauffage centraux  
à air chaud  
ou à eau chaude

Pour tout renseignement, appelez le

514 ÉNERGIE  
(363-7443)

du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h.

<sup>1</sup> Ces prix ne comprennent pas les taxes. Il n'y a aucuns frais supplémentaires si l'installation actuelle est conforme aux normes en vigueur et qu'elle ne nécessite aucune modification ou de conversion de système.

Note : Le service est limité à certains secteurs. Informez-vous auprès d'Hydro-Québec pour savoir s'il est offert dans le vôtre.

RBQ : 8109-7594-22



# Le Qatar est prêt à accueillir les forces américaines

LYDIA GEORGI  
*Agence France-Presse*

**DUBAÏ – Le Qatar affirme qu’il prendra en considération toute demande de Washington, son proche allié, d’utiliser ses bases pour une frappe en Irak, alors que les États-Unis envisagent d’installer le quartier général de leur commandement central dans cette petite monarchie du Golfe.**

« Nous n’avons toujours pas reçu une demande directe des États-Unis » pour l’utilisation de bases au Qatar, a affirmé le chef de la diplomatie qatariote Hamad Ben Jasssem Al-Thani, lors d’une interview à une chaîne américaine.

Mais « lorsque nous (recevrons)

une demande directe, nous pourrions en discuter et voir comment nous pouvons (répondre) », a poursuivi cheikh Hamad, affirmant : « Nous prenons toujours en considération (toute demande de) nos amis. »

Cheikh Hamad a affirmé que Doha a « une relation très étroite avec les États-Unis et nous les considérons nos alliés ».

De plus, « en tant que petit pays, nous comptons sur la puissance des États-Unis dans cette région ».

Les propos de cheikh Hamad, dont le pays avait servi de base pour l’aviation alliée lors de la guerre du Golfe en 1991, interviennent au moment où les États-Unis menacent de mener une frappe contre l’Irak.

Un responsable de la Défense américaine avait indiqué plus tôt qu’environ 600 membres du personnel du quartier général du

Commandement central américain, basé à Tampa (Floride), se rendraient au Qatar en novembre dans le cadre d’un exercice.

Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, pourrait décider de transférer « de manière permanente » dans le Golfe une partie de ce Commandement central, a indiqué hier le chef d’état-major interarmées américain Richard Myers.

L’armée de l’air américaine dispose déjà de la possibilité d’utiliser les installations de la base aérienne Al-Udeid (à une trentaine de kilomètres au sud de Doha) l’une des plus importantes dans la région des émirats du Golfe persique.

Mercredi, le journal *Al-Joumhouria* du Caire a affirmé que Saddam Hussein avait averti Doha « qu’il allait riposter en détruisant le Qatar si les États-Unis utilisaient la base d’Al-Udeid pour frapper l’Irak ».

Par ailleurs, des manoeuvres

sans précédent depuis des années en Grande-Bretagne paraissent confirmer la préparation des troupes britanniques à une éventuelle offensive contre l’Irak aux côtés des États-Unis.

Officiellement, Londres, à l’instar de son allié américain, dément toute préparation militaire à une quelconque offensive contre l’Irak, accusé de mettre au point des armes de destruction massive. Pourtant, indices et déclarations s’accumulent dans une chronologie opportune.

Le ministère de la Défense de la Grande-Bretagne a reconnu hier le lancement « durant le week-end », vraisemblablement demain, d’un exercice « logistique » militaire d’envergure, le plus important depuis 1998 en Grande-Bretagne.

Quelque 6000 hommes, 1000 véhicules transportant des tonnes de nourriture, munitions et équipements médicaux, devraient faire

mouvement vers le port militaire de Marchwood, lieu de départ d’éventuelles troupes vers le Golfe.

Le quotidien, bien informé en matière de défense, a affirmé avec force détails qu’une avant-garde de troupes britanniques allait se déployer au Koweït dans les 15 jours afin de se préparer à une attaque contre l’Irak, qui pourrait mobiliser jusqu’à 30 000 soldats britanniques.

La flotte aérienne britannique basée en Turquie devrait être renforcée avec le nombre de Jaguar passant de 6 à 20, celle basée au Koweït avec une trentaine de Tornado, selon le *Telegraph*.

Le porte-avions *Ark Royal* est pour sa part déjà en route pour la Méditerranée, là aussi officiellement pour de simples manoeuvres.

Toutefois, il faudra au moins trois mois aux chars britanniques pour être acheminés au Koweït, ce qui écarte toute offensive pour cette fin d’année, ajoute le quotidien.

## EXPRESS INTERNATIONAL

### Colombie | Pourparlers de paix

LE GOUVERNEMENT colombien a entamé des discussions exploratoires avec les rebelles de l’Armée de libération nationale (ELN) sur la possibilité de reprendre des négociations de paix, a annoncé jeudi le président Alvaro Uribe. Par ailleurs, les pourparlers avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont échoué en février dernier et aucun nouveau contact n’a été établi avec ce groupe. Hier, trois personnes ont trouvé la mort et 25 autres ont été blessées par l’explosion de bombes artisanales à Saravena dans le département d’Arauca dans l’est du pays. — *d’après AFP*

### Autriche | La droite recule

LA POPULARITÉ de l’extrême droite autrichienne est en chute libre et l’aura de son chef Joerg Haider sérieusement entamée depuis qu’il a provoqué la chute du gouvernement, ont estimé hier des experts. Selon un sondage publié hier par l’hedomadaire *Format*, le FPOe de Joerg Haider n’obtient que 16 % des intentions de vote. Il avait recueilli près de 27 % des voix lors des dernières élections législatives d’octobre 1999. De plus, 68 % des Autrichiens considèrent le FPOe comme « moins éligible qu’avant ». — *d’après AFP*

### Algérie | Voyageurs massacrés

ONZE PERSONNES ont été assassinées jeudi soir par un groupe armé sur la route de Sidi-Lakhdar, dans la région d’Ain Defla (120 km à l’ouest d’Alger), selon l’agence officielle APS. L’agence de presse algérienne ne donne aucun détail ni sur les circonstances du massacre, ni sur les victimes du drame mais elle attribue le carnage aux islamistes armés (GIA). Depuis début septembre, près de 60 personnes, en majorité des islamistes armés, ont été tuées dans des attentats ou des opérations de ratissage et 150 personnes assassinées en août. — *d’après AP*

### Argentine | Crise sociale

LES FONCTIONNAIRES argentins ont protesté pendant 13 minutes, hier à 13 h, pour réclamer la restitution de la baisse de salaire de 13 % qu’ils avaient subie en juillet 2001, imposée par le ministre de l’Économie de l’époque Domingo Cavallo afin de réduire le déficit fiscal. La Cour suprême argentine a, le mois dernier, déclaré anticonstitutionnelle la ponction de 13 % des revenus de la fonction publique et des pensions des retraités, qui touchait près de 800 000 personnes. — *d’après AFP*

### Suisse | Immigration continue

UN TIERS DE la population suisse est constituée d’immigrés ou de descendants d’immigrés. Ils étaient au nombre de 2,4 millions l’an dernier, selon les chiffres publiés hier par l’Office fédéral de la statistique (OFS) qui montrent en outre qu’un citoyen suisse sur dix a été naturalisé. En outre, environ 738 000 étrangers pourraient actuellement obtenir le passeport rouge à croix blanche. Ils remplissent en effet les conditions requises, soit avoir été domicilié au moins pendant 12 ans en Suisse ou au moins cinq ans pour les conjoints étrangers. — *d’après AP*

### Zimbabwe | Le ton monte

LE GOUVERNEMENT du Zimbabwe a décidé de durcir encore davantage sa politique contre les agriculteurs blancs, dont 10 ont été arrêtés hier, proposant en particulier de réduire de 90 à sept jours le délai qui leur est imparti pour quitter leurs propriétés. Un décret publié au *Journal officiel* stipule que ce nouveau délai s’appliquera aux quelque 70 exploitants dont l’ordre d’expropriation a été déclaré non valide par les tribunaux et pour lesquels le gouvernement exigera à nouveau le départ. Plus aucun recours devant la justice ne sera alors possible. — *d’après AFP*



Ce F16C de l’aviation américaine quitte la base d’Incirlik, dans le sud de la Turquie, pour une mission de surveillance au-dessus de la zone interdite de vol dans le nord de l’Irak. Ce type d’opération, qui a lieu tous les deux jours, procure aux pilotes une extraordinaire expérience, en fonction d’une éventuelle attaque américaine contre l’Irak.

# Négociations historiques après 30 ans de conflit meurtrier au Sri Lanka

AMAL JAYASINGHE  
*Agence France-Presse*

COLOMBO — Après des décennies de conflit sanglant, le gouvernement sri lankais et les Tigres tamouls entament lundi en Thaïlande des pourparlers historiques sous l’égide de la Norvège.

Pendant 30 ans, les rebelles séparatistes du mouvement des Tigres de libération de l’Eelam tamoul (LTTE) et les soldats gouvernementaux se sont déchirés sur les champs de bataille au prix de quelque 60 000 morts, sans pour autant remporter de victoire décisive.

Épuisés et ruinés par ces années de combats, ils vont désormais tenter de s’entendre autour d’une table de négociations.

Le gouvernement sri lankais a investi plus du tiers de son revenu dans la guerre sans pour autant parvenir à mater la guérilla et ses redoutables kamikazes. Le pays est entré en récession l’année dernière, pour la première fois depuis l’indépendance, en 1948.

Malgré son groupe de fidèles prêts à mourir pour la cause indépendantiste, le mouvement des Tigres a vu peu à peu ses ressources humaines s’épuiser (17 211 combattants séparatistes ont été tués entre 1982 et juin 2001, selon le mouvement) et ses finances s’assécher.

Les attentats du 11 septembre aux États-Unis et leurs répercussions dans le monde ont contribué à accroître l’isolement des LTTE.

La guerre du Sri Lanka a déplacé 800 000 personnes à l’intérieur du pays, selon les Nations unies. Un million de Tamouls sont également réfugiés à l’étranger.

« L’option militaire n’est pas une option », a dit le premier ministre Ranil Wickremesinghe, arrivé au pouvoir en décembre dernier après avoir promis la paix et la relance de l’économie.

M. Wickremesinghe a réactivé une médiation norvégienne qui a favorisé en février un cessez-le-feu et, aujourd’hui, l’ouverture d’un processus formel de négociations.

Le premier ministre sri lankais a joué

sa carrière début septembre en levant l’interdiction frappant depuis 1998 les LTTE, ce qui a provoqué la colère des nationalistes cinghalais (ethnie majoritaire) et de la présidente Chandrika Kumaratunga.

Il compte avant tout sur un appui international, notamment pour financer la reconstruction du pays, en particulier de la péninsule de Jaffna (Nord), bastion historique des Tamouls.

Après une brève cérémonie d’ouverture lundi dans un hôtel thaïlandais, les négociateurs se rendront sur la base navale de Sattahip pour quatre sessions de pourparlers à huis clos, jusqu’à mercredi.

Le gouvernement et les Tigres tamouls devraient, dans un premier temps, laisser de côté les contentieux les plus lourds pour se consacrer à la reconstruction du nord et de l’est du pays, ravagés par la guerre.

Les rebelles ont dit qu’ils étaient prêts à renoncer à l’indépendance, au profit d’une large autonomie politique dans le cadre d’une « autodétermination interne ».

# Un truand tient Rio en haleine pendant 24 heures

FRANÇOIS CASTERAN  
*Agence France-Presse*

RIO DE JANEIRO — La ville de Rio de Janeiro, pourtant habituée à la violence, était encore indignée et choquée hier après avoir été prise en otage pendant près de 24 heures par Fernandinho Beira Mar, l’un des « boss » du trafic de drogue et d’armes au Brésil et considéré comme l’ennemi public numéro un.

Après avoir déclenché mercredi une mutinerie dans la prison de haute sécurité de Bangu I, à la périphérie de la ville, pour pouvoir exécuter ou faire exécuter quatre membres d’une organisation rivale, Beira Mar avait menacé de mettre la ville à feu et à sang au cas où les autorités donneraient l’assaut, ordonneraient son transfert dans un autre établissement ou encore si des mesures disciplinaires étaient prises contre lui.

Les menaces ont été prises très au sérieux par les autorités qui savent que les trafiquants opérant dans les « favelas » peuvent se mobiliser rapidement et ordonner, par exemple, la fermeture des commerces et des écoles de quartiers entiers.

Aucune sanction n’a été prise contre Beira Mar par les responsables de l’État de Rio qui ont en revanche décidé de limoger le directeur de l’établissement et 13 gardiens, et de confier la direction de la prison à la police.

Hors de murs de la prison, l’organisation de Beira Mar tente de pousser son avantage. Dans la nuit de jeudi à hier, l’organisation, qui contrôle l’énorme favela do Alemo, a lancé une offensive armée contre la favela voisine du Morro do Adeus. Un véhicule de police qui patrouillait dans la zone a été mitraillé par les bandits.

Les « cariocas » (habitants de Rio) ont

eu hier l’impression d’être à la merci complète des trafiquants et ont été choqués en découvrant à la une de tous les journaux la photo d’un Beira Mar arborant un grand sourire de satisfaction à l’heure de la promenade.

Sous le titre « notre 11 septembre », le *Jornal do Brasil* ne mâchait pas ses mots hier : « Rio est aux mains d’un État parallèle. Rio est terrorisée et indignée. On tue qui on veut et où on veut. Le gouvernement de l’État de Rio a vécu mercredi son dernier jour, il a démissionné par omission. Chacun devra désormais se défendre seul. »

Le ton est très dur, mais traduit le sentiment des habitants de la « ville merveilleuse » qui ne supportent plus l’impunité dont jouissent les trafiquants.

« Il n’y a qu’une solution, c’est l’élimination pure et simple de ces trafiquants », affirmaient plusieurs personnes massées devant un kiosque du centre-ville.

# PLEIN AIR

## A U T O M N E

Excursions pas bêtes à pied, en vélo et sur l’eau

Un nouveau cahier spécial samedi prochain dans **La Presse**

3072624

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

SOCIÉTÉ DES CASINOS  
DU QUÉBEC INC.APPEL DE PROPOSITIONS N° 02-527  
SERVICE D'ANIMATION ET DE  
DIVERTISSEMENT POUR LE CASINO  
DU LAC-LEAMYCLÔTURE LE : 4 OCTOBRE 2002  
11 H, HEURE LOCALE

La Société des casinos du Québec inc., filiale de Loto-Québec, désire recevoir des propositions afin de retenir les services d'un producteur pour des activités d'animation et de divertissement au Casino du Lac-Leamy (sauf le Théâtre du Casino).

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

[www.loto-quebec.com](http://www.loto-quebec.com)  
ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec  
500, rue Sherbrooke Ouest, 18<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3G6

ou  
Service de l'approvisionnement  
Direction de l'administration  
Casino du Lac-Leamy  
1, boulevard du Casino  
Gatineau (Québec) J8Y 6W3

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h  
et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 14 septembre 2002

30778965



loto-québec

## APPEL DE PROPOSITIONS N° 02-528

SERVICE DE CONSEILLERS EN  
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION  
POUR UNE PÉRIODE DE  
VINGT-QUATRE (24) MOIS  
CLÔTURE : LE 17 OCTOBRE 2002  
11 h, HEURE LOCALE

Loto-Québec désire retenir les services d'une ou de plusieurs firmes spécialisées pour la fourniture sur demande de services professionnels en technologies de l'information pour une période de deux (2) ans, avec possibilité de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Ces services seront rendus dans les différents environnements technologiques de Loto-Québec et de ses filiales, notamment :

- Environnement 1 :**  
IBM OS/390
- Environnement 2 :**  
HP/COMPAQ NON STOP (Tandem Hymalaya)
- Environnement 3 :**  
Entrepôt de données ORACLE
- Environnement 4 :**  
Micro-informatique/bureautique (Win 2000)
- Environnement 5 :**  
Environnement distribué (J2EE, EJB, CORBA)
- Environnement 6 :**  
Réseau de télécommunications
- Environnement 7 :**  
Systèmes financiers intégrés d'Oracle

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

[www.loto-quebec.com](http://www.loto-quebec.com)  
ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement  
500, rue Sherbrooke Ouest, 18<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3G6

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h  
Émis le 14 septembre 2002

30778969

CENTRE DOLLARD-CORMIER  
Centre de réadaptation en toxicomanie - Montréal

## S ANCE PUBLIQUE D INFORMATION

Le président du conseil d'administration, M. Jean-Marie Thibault et la directrice générale, Mme Madeleine Roy, ont le plaisir d'inviter la population de la région de Montréal à une séance publique d'information.

**DATE :** 7 octobre 2002  
**HEURE :** 17 h  
**LIEU :** CENTRE DOLLARD-CORMIER  
950, rue de Louvain Est  
Montréal (Québec) H2M 2E8

30777068

En référence à notre publicité du cahier voyages de ce samedi, prenez note que les produits et prix Club Med publiés soit: **Varadero, Cuba - Punta Cana, République Dominicaine - Cancun, Mexique,** sont pour 7 nuits en formule tout compris.

Agence de voyages

SEARS

LE MONDE EST À VOUS

3079332

## Avis public

## Ville de Montréal

## Direction du greffe

## Vente d'immeubles pour non-paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières

Avis est donné que la liste des immeubles qui seront vendus par la greffière, pour non-paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières à la Ville de Montréal, a été publiée dans le journal *Le Devoir*, le mercredi 11 septembre 2002.

La vente de ces immeubles aura lieu le lundi 18 novembre 2002 à 10 h, dans le hall de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est.

Montréal, le 14 septembre 2002

La greffière,  
M<sup>re</sup> Jacqueline Leduc

3078180A

Vente aux enchères  
publiques

## Ville de Montréal

Le mercredi 18 septembre à 9 h 15, au  
969, rue de Louvain Est



**VISITES: Le mercredi 18 septembre 2002, de 8 h à 9 h 15**

Véhicules et effets divers propriété de la  
Ville de Montréal et du domaine public

La Ville de Montréal procédera à sa vente aux enchères publiques régulière, à l'endroit, à la date et à l'heure ci-dessus mentionnés. Différents lots seront mis en vente, soit:

- 11 camionnettes: FORD, CHEVROLET (1989-94)
- 3 fourgonnettes: DODGE (1989-92)
- Véhicules police C.U.M.:
- 16 automobiles CHEVROLET, HYUNDAI, PONTIAC, PLYMOUTH, FORD (1990-96)
- 5 fourgonnettes DODGE, CHEVROLET (1997-98)
- 1 voiturette benne basculante KAWASAKI 1992

Environ 20 bicyclettes, vendues en lot de cinq.

Environ 32 véhicules. Ces véhicules ont été déclarés mis au rancart et ne peuvent être immatriculés à nouveau sans avoir subi, au préalable, une inspection mécanique reconnue par la S.A.A.Q.

Certains de ces véhicules ont été identifiés comme gravement accidentés et devront être soumis à une expertise technique et à une vérification mécanique. D'autres véhicules ont été identifiés irrécupérables

et ne pourront obtenir le droit de circuler au Québec et seront vendus uniquement pour les pièces.

Divers lots seront également disponibles, tels que des appareils ménagers, des articles de sports, des bacs, des sacs à dos, des disques, des canapés, des chaises, des classeurs, des montres, des outils, des luminaires, des téléphones cellulaires, des vêtements neufs et usagés, des fûts de lampadaire, des composantes électroniques et d'ordinateurs, des lecteurs CD PANASONIC, CLASSIC, un appareil photo PENTAX, des lentilles télescopiques, une mini-chaîne stéréo PANASONIC, des fauteuils, des matelas et des téléviseurs.

## Conditions de la vente:

- 1) Les marchandises sont vendues telles quelles, sans garantie;
- 2) L'acheteur doit se présenter au commissaire et déboursier 25% du montant, en argent comptant, immédiatement après l'adjudication;
- 3) Les taxes T.P.S. et T.V.Q. sont applicables;
- 4) L'acheteur doit payer sa marchandise au complet, en argent comptant, par paiement direct Interac ou par chèque visé, à l'ordre de la «Ville de Montréal» dans les 48 heures suivant la vente;
- 5) L'acheteur doit prendre possession de sa marchandise dans les 48 heures suivant la vente, entre 8 h 30 et 16 h;
- 6) Toute dérogation à une de ces conditions annulera la vente et le dépôt de 25% sera confisqué.

Renseignements: 872-2340

Montréal, le 14 septembre 2002

La greffière  
M<sup>re</sup> Jacqueline Leduc

3077919

APPEL D'OFFRES PUBLIC  
SERVICES PROFESSIONNELS

**Aéroports de Montréal** émet un appel d'offres pour le projet suivant :

**Titre du projet :** Suivi des eaux souterraines  
**Dossier numéro :** 60-2-100  
**Lieu d'exécution :** Aéroports internationaux de Montréal-Dorval et Montréal-Mirabel

**Garantie de soumission :** Non requis

**Date et heure de** Le lundi 30 septembre 2002  
**à clôture pour dépôt** 15h00, heure locale  
**des soumissions :**

Les documents d'appel d'offres sont disponibles en version française seulement à compter du **lundi 16 septembre 2002, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, du lundi au vendredi**, en se présentant à :

**Aéroports de Montréal**  
Direction Approvisionnement  
700, Leigh Capreol, 2<sup>e</sup> étage - Secteur 2G  
Dorval (Québec) Canada H4Y 1G7

Si un organisme de messagerie est utilisé pour prendre possession des documents, cet organisme doit avoir en main les coordonnées détaillées de la firme requérante.

Les soumissions cachetées devront être déposées et adressées à : **Aéroports de Montréal**, Aéroport International de Montréal - Dorval, Direction Approvisionnement, 700, Leigh Capreol, 2<sup>e</sup> étage - Secteur 2G, Dorval (Québec) Canada H4Y 1G7 et seront reçues **jusqu'à la date et l'heure de clôture stipulées aux présentes**.

**Veillez prendre note que l'ouverture des soumissions ne sera pas publique.**

Pour être prise en considération, la soumission doit être présentée sur les formulaires fournis par **Aéroports de Montréal**, accompagnée de la garantie de soumission et convention et tout autre document requis tel que précisé aux documents d'appel d'offres, et déposées au plus tard à la date et à l'heure de clôture stipulées aux présentes.

**Aéroports de Montréal** ne s'engage à accepter ni la plus basse ni tout autre soumission ou offre reçue.

**Pour renseignement:** Johanne Green  
Agent de contrats Approvisionnement  
Téléphone (514) 633-3049  
Télécopieur (514) 633-2940

30778965

Office municipal  
d'habitation  
de Montréal

## AVIS DE SOUMMISSION

L'Office municipal d'habitation de Montréal acceptera des soumissions **remises dans une enveloppe cachetée**, adressée à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour l'appel d'offres décrit ci-dessous :

| No. appel d'offres | Description                    | Dépôt de soumission |
|--------------------|--------------------------------|---------------------|
| # 2002-39          | Services d'agence de personnel | 5 000,00 \$         |

Les soumissions cachetées seront reçues **en main propre, le MARDI 8 OCTOBRE 2002, entre 9 h et 11 h inclusivement**, au 415, rue Saint-Antoine Ouest, 3<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Z 1H8 et **seront ouvertes le même jour, à 11 h 15**.

C'est au 415, rue Saint-Antoine Ouest, 3<sup>e</sup> étage, à compter du **17 septembre 2002** que l'on pourra se procurer **sans frais** le cahier d'appel d'offres.

Les soumissions ne seront conformes qu'accompagnées d'un chèque visé, tiré sur une banque à charte canadienne ou une caisse populaire et payable à l'ordre de l'Office municipal d'habitation de Montréal ou d'une note de crédit irrévocable émise par une banque à charte canadienne ou caisse populaire, ou d'un cautionnement de soumission émis par une compagnie acceptable par l'Office municipal d'habitation de Montréal, pour le montant indiqué ci-dessus.

L'Office municipal d'habitation de Montréal se réserve le droit de rejeter la plus basse ou toute autre soumission ou d'en accepter aucune ou d'en accepter une partie seulement et le soumissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni contester pour quelque motif que ce soit le choix de l'Office municipal d'habitation de Montréal.

**Directeur général,**  
**Fabien Cournoyer**

Septembre 2002

3079359

APPEL D'OFFRES PUBLIC  
SERVICES PROFESSIONNELS

**Aéroports de Montréal** émet un appel d'offres pour le projet suivant :

**Titre du projet :** Expertise environnementale de sites Phase I / Phase II et gestion environnementale de sites  
**Dossier numéro :** 60-2-099  
**Lieu d'exécution :** Aéroports internationaux de Montréal-Dorval et Montréal-Mirabel

**Garantie de soumission :** Non requis

**Date et heure de** Le lundi 30 septembre 2002  
**à clôture pour dépôt** 15h00, heure locale  
**des soumissions :**

Les documents d'appel d'offres sont disponibles en version française seulement à compter du **lundi 16 septembre 2002, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, du lundi au vendredi**, en se présentant à :

**Aéroports de Montréal**  
Direction Approvisionnement  
700, Leigh Capreol, 2<sup>e</sup> étage - Secteur 2G  
Dorval (Québec) Canada H4Y 1G7

Si un organisme de messagerie est utilisé pour prendre possession des documents, cet organisme doit avoir en main les coordonnées détaillées de la firme requérante.

Les soumissions cachetées devront être déposées et adressées à : **Aéroports de Montréal**, Aéroport International de Montréal - Dorval, Direction Approvisionnement, 700, Leigh Capreol, 2<sup>e</sup> étage - Secteur 2G, Dorval (Québec) Canada H4Y 1G7 et seront reçues **jusqu'à la date et l'heure de clôture stipulées aux présentes**.

**Veillez prendre note que l'ouverture des soumissions ne sera pas publique.**

Pour être prise en considération, la soumission doit être présentée sur les formulaires fournis par **Aéroports de Montréal**, accompagnée de la garantie de soumission et convention et tout autre document requis tel que précisé aux documents d'appel d'offres, et déposées au plus tard à la date et à l'heure de clôture stipulées aux présentes.

**Aéroports de Montréal** ne s'engage à accepter ni la plus basse ni tout autre soumission ou offre reçue.

**Pour renseignement:** Johanne Green  
Agent de contrats Approvisionnement  
Téléphone (514) 633-3049  
Télécopieur (514) 633-2940

3078081

Commission  
de la construction  
du QuébecAPPEL  
D'OFFRES  
PUBLIC  
# 500521INSTALLATION D'UNE GÉNÉRATRICE ET D'UN  
SYSTÈME D'ALIMENTATION SANS COUPURE ASC (UPS)

La Commission de la construction du Québec, propriétaire, demande des soumissions pour :

- la fourniture et l'installation d'une génératrice;
- la fourniture et l'installation d'un système d'alimentation sans coupure ASC (UPS);
- l'exécution de menus travaux de structure et d'architecture complémentaires dans son édifice situé au 3530, rue Jean-Talon Ouest, Montréal.

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues aux documents d'appel d'offres qui peuvent être obtenus à compter de **13 h (heure locale), du 16 septembre 2002 jusqu'au 20 septembre 2002 à 16 h**, en s'adressant à :

Monsieur Louis Théoret  
Gestion des approvisionnements  
Direction des ressources matérielles  
Commission de la construction du Québec  
3530, rue Jean-Talon Ouest  
Montréal (Québec) H3R 2G3  
Téléphone : (514) 341-7740, poste 6218

Un montant de 50,00 \$ l'exemplaire complet (chèque visé, mandat ou argent comptant) payable à la Commission de la construction du Québec est requis pour l'obtention des documents. Ce montant n'est pas remboursable.

Seuls sont admis à soumissionner, les entrepreneurs en construction détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c.B-1.1) ne comportant aucune restriction et qui auront obtenu les documents d'appel d'offres directement auprès de la Commission de la construction du Québec.

Une rencontre d'information et une visite des lieux auront lieu le **24 septembre 2002, à 9 h**. Seuls les entrepreneurs s'étant procuré préalablement le cahier des charges pourront assister à cette rencontre et à la visite des lieux, et obtenir des précisions ou renseignements additionnels en vue d'élaborer leur soumission. Les entrepreneurs peuvent inviter leur(s) sous-traitant(s) à assister à la rencontre et à la visite des lieux.

Les soumissions devront être reçues à l'adresse ci-haut mentionnée au plus tard le **8 octobre 2002 à 10 h 30**. L'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, suivra immédiatement l'heure limite fixée pour le dépôt des soumissions.

La Commission de la construction du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions qui seront présentées et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

**Alain Dumulong**  
**Chef de section**  
**Gestion des approvisionnements**

## VENTE PAR APPEL D'OFFRES

Richter & Associés Inc., en sa qualité de syndic de l'actif de :

## Reber inc., faillie,

solicite des offres visant l'achat des éléments d'actif de la société. Cette dernière exploitait une ébénisterie architecturale. Les éléments d'actif offerts en vente comprennent :

## BIENS IMMEUBLES :

- **Un immeuble industriel** situé au 9150, Maurice-Duplessis, Montréal, ayant une superficie approximative de 75 000 pi<sup>2</sup>;
- **Un immeuble industriel** situé au 11900, J.J.-Joubert, Montréal, ayant une superficie approximative de 47 000 pi<sup>2</sup>;
- **Un terrain vacant** situé sur boul. Métropolitain Est (angle St-Jean-Baptiste), Montréal.

BIENS MEUBLES (*se trouvant aux emplacements précités*) :

- **Machinerie** reliée à l'exploitation d'une ébénisterie architecturale, incluant centres d'usinage point à point, guillotines à plaquer, scies, sableuses, presses, moulurières, collecteur de poussière, chambres à peinture robotisées et autres;
- **Équipement de production**, incluant sableuses, soudeuses, outils pneumatiques et autres;
- **Matériel roulant**, incluant camions et chariots élévateurs;
- **Stocks**, incluant matières premières (bois, quincaillerie, etc.), produits en cours et produits finis (meubles);
- **Mobilier de bureau et agencements;**
- **Équipement et matériel informatique;**
- **Propriété intellectuelle.**

**Un cahier d'information détaillé, comprenant la description des lots et les conditions de vente, sera disponible sur place lors de l'inspection des éléments d'actif.** Les conditions de vente font partie intégrante du présent appel d'offres et chaque offrant a la responsabilité de s'en procurer un exemplaire. L'inspection des éléments d'actif pourra se faire sur rendez-vous seulement.

**Les offres seront reçues au bureau de Richter & Associés Inc. à Montréal jusqu'à 11 h 00 (HAE), le 26 septembre 2002.** Les soumissions seront ouvertes en privé, en présence des inspecteurs à la faillite.

Pour prendre rendez-vous ou pour toute autre information, veuillez communiquer avec Jean-François LeBlanc par téléphone au (514) 934-3497 ou par courriel à l'adresse suivante : [jleblanc@richter.ca](mailto:jleblanc@richter.ca).

RICHTER  
& ASSOCIÉS INC.

2, Place Alexis Nihon, 22<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3Z 3C2 Téléphone: (514) 934-3497

3079334A